

UNE PREMIÈRE À BOUMERDES  
**UN SALON ANNUEL POUR  
DOPER LES FILIÈRES SUCRÉES, ET  
CHOCOLATÉES**

Kamel Rezig, ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a inauguré hier à Boumerdes la première édition du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat.



P.4

# ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 29 Dhou El-Qi'da 1447 - 17 Mai 2026 - N° 1307 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

78<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA  
NAKBA  
**LA LIGUE ARABE  
EXIGE LA LEVÉE  
D'UNE INJUSTICE  
HISTORIQUE**



La Ligue arabe a exigé la levée de l'injustice historique subie par le peuple Palestinien et de poursuivre les efforts internationaux visant à mettre fin à l'occupation sioniste de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, ainsi que l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain, avec El Qods pour capitale

P.7

L'APPEL DU MINISTÈRE DE  
L'INTÉRIEUR À L'ENDROIT  
DES PARENTS

**SURVEILLEZ VOS  
ENFANTS PRÈS DES  
PLANS D'EAU NON  
AMÉNAGÉS !**

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a appelé, samedi dans un communiqué, les parents à faire preuve de vigilance et à surveiller en permanence leurs enfants lorsqu'ils se trouvent à proximité de plans d'eau, afin d'éviter les risques de noyade.

P.16

JOURNÉE INTERNATIONALE DU VIVRE-ENSEMBLE EN PAIX  
**L'ALGÉRIE, UN PHARE DE PAIX,  
DE COEXISTENCE ET DE DIALOGUE**



P.3

Le monde a célébré, samedi, la Journée internationale du vivre-ensemble en paix proclamée par l'Organisation des Nations Unies à l'initiative de l'Algérie, dans le cadre des efforts visant à promouvoir les fondements de la coexistence et de la paix, dans le respect total et l'attachement absolu aux principes, valeurs et constantes des Etats.

PLAIDOYER DE L'HISTORIEN NACER EDDINE SAÏDOUNI  
**POUR DES GÉNÉRATIONS ENRACINÉES DANS LEUR IDENTITÉ ET TOURNÉES VERS  
L'AVENIR**

Lors d'une rencontre scientifique organisée par la Fondation « Wisam Al-Aâlim Al-Djazairi », l'historien Nacer Eddine Saïdouni a appelé à réhabiliter la culture du savoir, la place de l'enseignant et la conscience patrimoniale pour bâtir une nouvelle génération enracinée dans son identité et tournée vers l'avenir.

P.2

## SAVOIR ET CITOYENNETÉ

# PLAIDOYER DE NACER EDDINE SAÏDOUNI DEVANT LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE

Lors d'une rencontre scientifique organisée par la Fondation « Wisam Al-Alim Al-Djazairi », l'historien a appelé à réhabiliter la culture du savoir, la place de l'enseignant et la conscience patrimoniale pour bâtir une nouvelle génération enracinée dans son identité et tournée vers l'avenir.

Par Ikram Haou

Dans le cadre du Mois du patrimoine et des célébrations de la Journée nationale de l'étudiant, la Fondation « Wisam Al-Alim Al-Djazairi » a réuni, hier, étudiants, chercheurs et responsables associatifs autour d'une rencontre scientifique consacrée à la valorisation du patrimoine et au rôle des nouvelles générations dans la construction de l'avenir. Cette manifestation, marquée par la présence du professeur et historien Nacer Eddine Saïdouni, a également permis d'honorer plusieurs clubs universitaires et jeunes engagés dans les activités scientifiques de la fondation.

Au centre de cette journée figurait une conférence du professeur Saïdouni, qui a livré une réflexion approfondie sur la mémoire, l'histoire, les élites, la citoyenneté et les mutations technologiques contemporaines. Revenant d'abord sur son propre parcours, l'historien a expliqué avoir consacré onze années au cycle de licence, multipliant les spécialités et les domaines d'étude, parmi lesquels la littérature arabe et l'histoire. Il a ensuite poursuivi sa formation à l'étranger, notamment à Paris, en Californie et à Damas, enrichissant ainsi sa vision des sciences humaines et de la recherche historique.

L'universitaire a tenu à distinguer clairement la mémoire de l'histoire. Selon lui, la mémoire relève d'une représentation du passé façonnée par les imaginaires collectifs, les mythes et les constructions nationales. Elle traduit davantage la manière dont une société se voit elle-même qu'une vérité historique absolue. L'histoire, au contraire, nécessite des fondements précis : des sources matérielles, un chercheur compétent et une méthode scientifique rigoureuse. Il a toutefois rappelé qu'en histoire, aucune objectivité totale n'existe, chaque lecture restant liée au regard et au contexte de celui qui écrit. Il a résumé cette opposition en expliquant que la mémoire part du présent pour reconstruire le passé, alors que l'historien tente de partir du passé afin de comprendre le présent.

Le patrimoine national souffre d'un manque de protection

Évoquant ensuite le patrimoine algérien, le professeur Saïdouni a estimé que celui-ci a subi, à travers les siècles, des destructions répétées ayant affaibli sa préservation et sa transmission. Malgré l'immense richesse historique du pays, il considère que le patrimoine national souffre d'un manque de protection et de valorisation. Pour remédier à cette situation, il a plaidé pour l'élaboration d'un vaste registre national des sites patrimoniaux et des archives, soulignant que ces dernières représentent un enjeu majeur pour les chercheurs. Il a raconté avoir passé vingt-cinq années plongé dans les archives, au point de se définir lui-même comme « un rat d'archives ».

Le conférencier a également insisté sur l'importance de former des spécialistes capables d'assurer la restauration et la conservation du patrimoine. Il a cité la Turquie et l'Italie comme exemples de pays ayant réussi à développer des compétences avancées dans ce domaine. Selon lui, l'étude du patrimoine doit impérativement s'appuyer sur une approche scientifique afin d'éviter les dérives légendaires et les récits approximatifs qui finissent par déformer l'histoire et fabriquer des héros imaginaires. Il a regretté que certains pans du passé algérien soient parfois abordés sans analyse sérieuse ni exploitation rigoureuse des sources.

Abordant ensuite la question des élites, Nacer Eddine Saïdouni a estimé qu'elles avaient progressivement disparu ou abandonné leur mission historique. Il a rappelé que certaines élites, après l'indépendance, se sont entièrement tournées vers l'étranger, tandis que d'autres ont choisi d'écrire pour l'Algérie et son identité, à l'image d'Ibn Badis. À



l'inverse, il a cité saint Augustin comme exemple d'intellectuel ayant écrit sur l'Algérie sans appartenir à son projet culturel national. Pour lui, la langue demeure un outil essentiel dans la transmission de la culture, des croyances et de la mémoire historique.

Le professeur a ensuite développé sa réflexion autour de la notion de « projet civilisationnel ». Il a rappelé que le pays avait connu plusieurs grands projets au cours de son histoire : le projet numide, le projet islamique, le projet politique de l'époque ottomane, puis le projet national né du mouvement de libération. Selon lui, un nouveau projet reste à construire : celui de la citoyenneté. Ce dernier viserait à former un citoyen profondément attaché à son pays, conscient de son identité et engagé dans le développement national plutôt que dans l'idée de l'exil. Ce projet, a-t-il expliqué, doit permettre de bâtir un Algérien libre, enraciné dans sa société et capable de participer activement à la modernisation du pays.

Cette réflexion l'a conduit à évoquer les défis du numérique et de la révolution technologique. Il a raconté une expérience personnelle vécue dans une bibliothèque dans une capitale européenne, où il s'était retrouvé incapable de demander un ouvrage parce que la procédure était entièrement numérisée. Habitué à travailler uniquement avec un stylo et des méthodes classiques, il a alors compris qu'il devait réapprendre les outils modernes malgré son long parcours universitaire. À travers cette anecdote, il a voulu montrer que le savoir change rapidement et que les générations actuelles doivent impérativement maîtriser les technologies numériques.

### La transformation numérique doit s'accompagner d'une éducation morale

Il a cependant mis en garde contre une intégration désordonnée dans le monde virtuel, estimant que l'Algérie accuse encore un retard important dans ce domaine. Il a cité l'exemple de l'Iran, qu'il considère comme l'un des pays ayant réussi à construire une solide stratégie numérique grâce à une bonne maîtrise de l'information et des technologies virtuelles. Pour lui, cette transformation doit impérativement s'accompagner d'une éducation morale et d'une réflexion sur l'usage des algorithmes et des systèmes informationnels.

Dans la dernière partie de son intervention, le professeur Saïdouni a insisté sur le rôle central de l'enseignant dans toute renaissance intellectuelle. Il a affirmé que l'université, le niveau scientifique et même la construction de la personnalité reposent avant tout sur l'enseignant. Il a regretté que cette figure

essentielle soit aujourd'hui fragilisée, alors qu'elle constitue, selon ses mots, la colonne vertébrale du système éducatif et de la production du savoir. Il a aussi rappelé que la véritable maturité scientifique s'acquiert souvent à un âge avancé, entre 60 et 80 ans, période durant laquelle l'expérience et la réflexion atteignent leur pleine profondeur.

Le conférencier a également évoqué la question de la symbolique nationale, estimant que certaines valeurs et figures de référence ont perdu leur place dans la société. Il a appelé à redonner leur véritable statut aux symboles du pays, qu'il s'agisse du drapeau, de l'enseignant ou de l'étudiant. Concluant son intervention sur une formule forte, il a déclaré que « le savoir a changé » et que les sociétés doivent désormais évoluer plus rapidement encore que le monde lui-même pour maîtriser les transformations à venir. À l'issue de la conférence, plusieurs clubs universitaires ayant participé au programme « Al-Alim Al-Djazairi » durant les deux dernières saisons ont été distingués, tout comme des étudiants et bénévoles engagés dans les activités scientifiques de la fondation. Le président-directeur général de la Fondation « Wisam Al-Alim Al-Djazairi », Mohammed Bahmani Rai, a expliqué que cette initiative vise à donner un contenu intellectuel et historique à la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, afin qu'elle ne se limite pas à une commémoration symbolique. Il a indiqué que les activités sont organisées autour de sites historiques concrets, à l'image du Palais du Dey Hussein, afin de rapprocher les jeunes du patrimoine national.

Il a précisé que près de 36 clubs universitaires et plus d'une centaine d'étudiants bénévoles participent à ces programmes, qui ambitionnent de valoriser les compétences scientifiques algériennes et de mettre en lumière les réalisations des savants du pays. La fondation prévoit également, lors des prochaines éditions, d'accorder une place encore plus importante aux étudiants et chercheurs selon leurs spécialités respectives, dans le but d'encourager leurs parcours scientifiques et leurs initiatives.

La rencontre s'est finalement achevée par des séances de photographies avec le professeur Nacer Eddine Saïdouni, né en 1940 à Bir Chouhada, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Titulaire d'un doctorat d'État en histoire moderne et contemporaine obtenu à l'Université d'Aix-en-Provence, il est professeur d'histoire à l'Université d'Alger et supervise actuellement le projet de l'encyclopédie historique et géographique algérienne « La Mudawwana algérienne », élaborée avec le Dr Mouawiyah Saïdouni.

I.H

## JOURNÉE INTERNATIONALE DU VIVRE-ENSEMBLE EN PAIX

# L'ALGÉRIE, UN PHARE DE PAIX, DE COEXISTENCE ET DE DIALOGUE

**Le monde a célébré, samedi, la Journée internationale du vivre-ensemble en paix (16 mai), proclamée par l'Organisation des Nations Unies à l'initiative de l'Algérie, dans le cadre des efforts visant à promouvoir les fondements de la coexistence et de la paix, dans le respect total et l'attachement absolu aux principes, valeurs et constantes des Etats.**

Les valeurs de coexistence, de paix mondiale et de dialogue interreligieux et interculturel constituent le socle de la diplomatie algérienne, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la défense des causes justes dans le monde, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie, partant des principes éternels de la glorieuse Révolution de Novembre, qui ont fait de l'Algérie, au fil des décennies, un phare de paix, de coexistence et de dialogue.

Face aux tensions et conflits que connaissent aujourd'hui plusieurs régions du monde, la voix de la sagesse portée par l'Algérie dans les différentes tribunes internationales continue d'appeler à dépasser la logique de gestion des crises au profit d'une approche fondée sur des solutions définitives aux crises, à travers le traitement de leurs causes profondes, notamment par l'application équitable du droit international, pour une paix durable.

Tel est le message que le président de la République a toujours porté dans les fora auxquels il a pris part, de l'Assemblée générale des Nations Unies aux différents sommets et réunions organisés par les instances internationales et régionales.

L'histoire retiendra le discours inspirant et visionnaire prononcé, en avril dernier à Djamaâ El-Djazaïr, par le président de la République, à l'occasion de la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie, dans lequel il avait affirmé que "l'Algérie est pleinement disposée à œuvrer, de concert avec le Vatican, à faire prévaloir l'esprit de compréhension sur la division, le dialogue sur la confrontation, et la coexistence et la coopération sur l'hostilité et la discorde".

Le président de la République avait assuré que "l'Algérie mesure pleinement le sens profond et la



portée durable de ces valeurs authentiques, qui sont l'essence même de son identité nationale, et reste résolument engagée à les soutenir et à les promouvoir", rappelant que "l'Algérie, tout au long de son histoire, a été une terre d'harmonie, d'interaction et de symbiose féconde, en offrant un refuge sûr aux opprimés, aux persécutés et aux démunis, en défendant sans relâche la dignité sacrée de l'être humain, et en se tenant fermement aux côtés de toutes les causes justes dans le monde".

L'Algérie se voit comme un partenaire dans la promotion du noble message de paix, au moment où les conflits continuent d'ébranler la sécurité et la stabilité de plusieurs régions dans le monde, notamment le Moyen-Orient.

Dans un discours prononcé à cette même occasion, le Pape Léon

XIV avait affirmé que "l'expérience acquise par l'Algérie l'a dotée d'une vision profonde et perspicace des équilibres mondiaux, la rendant solidaire avec les souffrances de nombreux pays et lui permettant de contribuer à la réalisation de davantage de justice entre les peuples et d'être un acteur essentiel du cours de l'histoire".

Ce parcours, que l'Algérie défend avec conviction, est en parfaite harmonie avec les principes et valeurs qui sous-tendent sa diplomatie depuis l'indépendance. Ce sont d'ailleurs les mêmes principes et valeurs que les peuples du monde revendiquent aujourd'hui, ce qui a valu à l'Algérie estime et respect de la part des dirigeants et des instances internationales, notamment durant son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies au cours des

deux dernières années.

Dans ce sillage, à travers la portée de la visite historique du souverain pontife, l'Algérie est apparue comme une lueur d'espoir dans un monde assombri, suscitant l'intérêt des plus grands médias internationaux, qui ont largement relayé l'image du Pape Léon XIV aux côtés du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, devant le mihrab du juste milieu incarné par cet édifice religieux. Cette image fut plus éloquente que des milliers d'articles et de reportages, constituant une véritable illustration du sens du vivre-ensemble en paix.

Au niveau régional, l'Algérie poursuit son rôle de chef de file, en tant que principal vecteur de paix et de dialogue et premier défenseur des intérêts du continent africain et du monde arabe, à travers son appel à la réalisation d'une paix régionale commune et à la mise en place de mécanismes de dialogue et de médiation régionale.

Un engagement qui s'est traduit par ses efforts constants en faveur du règlement pacifique et diplomatique des crises dans la région, loin des interventions militaires étrangères qui alimentent les conflits.

Il convient de rappeler que le 8 décembre 2017, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité, à l'initiative de l'Algérie, la résolution 72/130, proclamant le 16 mai Journée internationale du vivre-ensemble en paix, dans le but d'intensifier les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la fraternité.

Cette journée est célébrée en Algérie à travers des initiatives éducatives et des activités de sensibilisation visant à promouvoir la réconciliation, la tolérance et le respect mutuel.

RA

## JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### EMISSION D'UN TIMBRE-POSTE À CETTE OCCASION

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a supervisé l'émission d'un timbre-poste dédié à la 5G, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'informa-

tion, indique samedi un communiqué du ministère.

L'émission de ce timbre "participe de l'engagement de l'Algérie à suivre les évolutions technologiques et à accompagner les

transformations économiques que connaît le pays", souligne le communiqué.

RA

## ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE

### APPEL AUX AVOCATS À S'ENGAGER PLEINEMENT DANS LA NUMÉRISATION DE LA JUSTICE

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa a appelé, samedi à partir d'Oran, les avocats à s'engager pleinement à toutes les étapes du projet de numérisation globale du secteur de la justice.

Dans une allocution lue en son nom par le directeur des Affaires civiles et du Sceau de l'Etat au ministère, Ahmed-Ali Mohamed Salah, à l'occasion de la cérémonie de remise de diplômes à 190 avocats de la promotion 2024/2026 et de la célébration du 170e anniversaire de l'Ordre des avocats de la région d'Oran, le ministre a exhorté les avocats à "accompagner les efforts de l'Etat visant à moderniser et à numériser le secteur de la justice dans toutes ses étapes".

Il a également insisté sur la nécessité de contribuer aux efforts visant à améliorer le climat de l'investissement et à promouvoir le secteur économique, à travers l'intérêt porté aux questions juridiques liées à la conjoncture économique, telles que la justice commerciale, l'arbitrage international et les litiges liés à l'investissement, tant

national qu'étranger.

Le ministre a aussi souligné l'importance de conjuguer les efforts de tous pour lutter contre toutes les formes de corruption, notamment celles touchant aux deniers publics et à la cybercriminalité, en raison de leur impact négatif sur la sécurité nationale et les citoyens.

Par ailleurs, il a exhorté les nouveaux avocats diplômés à faire preuve de persévérance dans leur travail et de fidélité envers cette noble profession, au service de la défense en particulier, ainsi que du secteur judiciaire et de la justice en général. Il a précisé que "cet objectif ne peut être atteint instantanément, mais grâce à une formation continue que nous veillons à maintenir au niveau des aspirations du secteur".

Il a également invité les avocats ayant encadré cette promotion à "continuer d'accompagner les nouveaux avocats, notamment au début de leur carrière professionnelle", soulignant que "la réussite professionnelle exige intégrité, sincérité, conduite honorable et sens des responsabilités".

Le ministre de la Justice a salué le parcours historique prestigieux de l'Organisation des avocats de la région d'Oran, considérée selon lui comme "l'un des plus anciens syndicats professionnels en Algérie, dans les pays du bassin méditerranéen et en Afrique". Il a rappelé le rôle central et héroïque joué par les avocats algériens durant la glorieuse Guerre de libération, en défendant les patriotes devant les tribunaux coloniaux et en soutenant la justice et les droits. De son côté, le bâtonnier d'Oran, Omar Bergham a mis en avant le rôle "important et efficace" joué par l'organisation depuis sa création, rappelant les principaux avocats et bâtonniers qui se sont succédé à sa tête.

Lors de cette cérémonie, à laquelle ont assisté des membres du corps judiciaire, plusieurs avocats ont été honorés et les diplômes de fin d'études remis. Un film documentaire retraçant l'histoire de l'Ordre des avocats de la région d'Oran a également été projeté.

RA

## UNE PREMIÈRE À BOUMERDES

## UN SALON ANNUEL POUR DOPER LES FILIÈRES SUCRÉES ET CHOCOLATÉES

**Kamel Rezig, ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a inauguré hier à Boumerdes la première édition du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat.**

Par Youcef Hamidi

Cet événement, qui se déroule du 16 au 19 mai, rassemble 71 exposants issus de plusieurs wilayas ainsi que les plus grandes entreprises spécialisées du secteur. Selon le ministre, cette manifestation, placée sous le signe « Des perspectives prometteuses pour l'exportation », constitue à la fois un lien entre les différents acteurs économiques et une occasion privilégiée de rapprochement entre entreprises pour échanger savoir-faire et expériences. L'objectif affiché est d'améliorer le taux d'intégration locale afin de diminuer les importations de matières premières. M. Rezig a par ailleurs souligné que les produits actuellement disponibles sur le marché national sont majoritairement fabriqués



en Algérie, et que presque toutes les marques locales de ce créneau disposent déjà de débouchés à l'étranger tout en couvrant les besoins intérieurs. Il a également annoncé que ce salon, initié par son ministère en coordination avec la wilaya de Boumerdes, serait reconduit chaque année à la même période et au même lieu, avec une volonté d'augmenter le nombre de participants lors des prochaines éditions. Inscrit dans une dynamique de valorisation des produits locaux – qui bénéficient désormais d'une réputation mondiale en matière de qualité et d'emballage – ce rendez-vous vise aussi à promouvoir ces produits sur les marchés national et étranger, à mettre en lumière les capacités de production nationale dans les industries agroalimentaires, et à renforcer les opportunités d'exportation.

Y.H

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL AD'HA

## ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE CARGAISON DE MOUTONS IMPORTÉS EN PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

Un navire chargé d'une nouvelle cargaison de moutons importés a accosté, samedi, au Port d'Annaba, dans le cadre des mesures visant à approvisionner le marché national en prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

"Dans le cadre de la poursuite de l'opération d'importation de moutons pour l'Aïd, le navire "Sidra" a ac-

costé, samedi, au Port d'Annaba, chargé de 8.530 têtes de moutons en provenance de Géorgie", précise la même source.

Ce nouveau lot de moutons fait partie d'une série de cargaisons programmées, qui arrivent progressivement aux ports nationaux, conformément à un plan proactif d'importation d'un million de têtes d'ovins en prévision de l'Aïd El-Adha 2026, afin d'approvisionner le marché

national et de répondre à la demande croissante à l'approche de cette fête religieuse.

Pour rappel, le président de la République avait décidé, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 8 mars dernier, de plafonner le prix de vente du mouton importé à 50.000 DA.

RE

ENERGIE

## LE PDG DE SPE S'ENQUIERT DE L'AVANCEMENT DU PROJET DE RÉALISATION D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE AU NIGER

Le Président-directeur général (PDG) de la société Sonelgaz-Production de l'électricité (SPE), M. Khaled Nouasri, effectue une visite de travail au Niger (14-16 mai) pour suivre l'avancement des travaux de réalisation d'une centrale de production d'électricité à Niamey, indique un communiqué du groupe Sonelgaz.

Au cours de cette visite, M. Nouasri a suivi l'avancement des travaux sur le site, où les opérations se poursuivent à un rythme "régulier", conformément à la feuille de route arrêtée, traduisant "l'engagement du groupe Sonelgaz à respecter les délais fixés et à ga-

rantir la réalisation du projet selon les normes techniques et de qualité requises", précise le communiqué.

A cette occasion, M. Nouasri a rencontré le ministre de l'Énergie de la République du Niger, Mme Haoua Amadou. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur l'importance de ce projet, qui reflète "la profondeur des relations de coopération et de solidarité entre l'Algérie et le Niger", dans le renforcement des capacités de production électrique et l'amélioration de la couverture énergétique.

Ce projet intervient conformément aux orientations des hautes autorités des pays visant à renforcer le partenariat africain et à accompagner les pays frères dans

leurs projets stratégiques de développement, a rappelé la même source.

Le PDG de SPE a, par ailleurs, eu une série de rencontres avec des responsables du secteur de l'énergie au Niger, notamment la directrice générale et le secrétaire général de la société nigérienne d'électricité (NIGELEC).

Les entretiens ont porté sur l'avancement des travaux de réalisation de ce projet stratégique et les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie électrique, conclut le communiqué.

RE

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

LA 12<sup>E</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL PRÉVUE DU 20 AU 23 MAI

Près de 70 exposants issus de différents secteurs de l'industrie agroalimentaire sont attendus à cet événement économique, qu'abritera le Centre des conventions "Mohamed Benahmed" et organisé à Oran par l'entreprise "First Events".

Ce salon constitue un espace destiné aux producteurs, aux industriels, aux distributeurs, aux fournisseurs d'équipements, spécialistes de l'emballage, ainsi qu'aux artisans et professionnels du secteur agroalimentaire, afin de présenter leurs savoir-faire, leurs innovations et leurs produits, a-t-on indiqué.

Il représente également une opportunité de renforcer les partenariats entre exposants et de valoriser le produit alimentaire algérien, ainsi qu'un important espace

d'échange et de mise en valeur des différents acteurs du secteur agroalimentaire en Algérie, selon la même source.

Le salon permettra aussi aux visiteurs de découvrir les dernières nouveautés du secteur agroalimentaire en Algérie, les équipements et les solutions liés au conditionnement et à l'emballage, ainsi qu'un large éventail de produits alimentaires.

Pour cette édition, des rencontres professionnelles, des démonstrations et des ateliers de cuisine sont programmés, en plus de la mise en place d'un espace dédié à l'exposition et à la vente de produits alimentaires industriels et artisanaux, ont indiqué les organisateurs.

RE

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

## OUADAH MET EN AVANT À KAZAN LE CLIMAT D'INVESTISSEMENT ALGÉRIEN

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a pris part aux travaux du Forum de Kazan 2026 (Russie), qui se tient actuellement, où il a mis en exergue les capacités humaines de l'Algérie, ses infrastructures et son climat d'investissement ouvert sur l'économie numérique, saluant les relations liant l'Algérie et la Russie, notamment dans les domaines scientifique et technologique, indique vendredi un communiqué du ministère.

Lors de sa participation à une séance de dialogue de haut niveau portant sur la coopération dans l'économie numérique et les technologies de l'information et de la communication (TIC) entre la Russie et les pays du monde islamique, le ministre "a passé en revue les atouts de l'Algérie, y compris ses jeunes compétences, ses infrastructures en développement continu et son climat d'investissement ouvert sur l'économie numérique, avec un accent particulier mis sur les grands Data Centers, en adéquation avec l'évolution fulgurante des utilisations de l'intelligence artificielle", soulignant "l'importance de bâtir des partenariats stratégiques fondés sur l'innovation et le transfert technologique", précise le communiqué.

Cette rencontre, qui se déroule du 13 au 15 mai, constitue l'une des plateformes inter-

nationales majeures dédiées au renforcement de la coopération entre la Russie et les pays du monde islamique, notamment dans les domaines de la technologie et de l'innovation. Cet événement économique d'envergure enregistre une présence officielle remarquable avec la participation de délégations et d'établissements économiques et académiques de plus de 90 pays, note la même source.

Lors de la séance consacrée à la coopération scientifique et technologique avec la Russie, M. Ouadah a évoqué, dans son intervention, "les relations séculaires" entre la Russie et l'Algérie, ainsi que "la contribution des enseignants et ingénieurs russes au transfert des connaissances et à l'enseignement au sein des universités algériennes depuis l'indépendance", saluant "les efforts déployés à travers le nombre important de bourses d'études octroyées aux étudiants dans les universités russes".

Le ministre a également évoqué les perspectives de renforcement de la coopération entre la Russie et le monde islamique dans les domaines du développement technologique et de l'innovation, à travers l'examen du lancement de mécanismes de financement et d'accompagnement dédiés aux start-up dans le monde islamique, conclut le communiqué.

RE

SIDI BEL-ABBES

# UN DÉFI SCIENTIFIQUE POUR FORMER LES MÉDECINS DE DEMAIN

*Un concours scientifique, à la fois compétitif et interactif, a été organisé au profit des étudiants par la Faculté de Médecine "Taleb Mourad", relevant de l'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes. L'objectif affiché est de dynamiser la vie universitaire tout en consolidant les acquis pédagogiques.*

Par Ali Boudefel

Placée sous le slogan "Êtes-vous un médecin compétent ?", cette initiative, menée par le club scientifique et étudiant "Pathos" en coordination avec la faculté, s'inscrit dans la stratégie globale de l'université, laquelle cherche à créer des espaces novateurs où se mêlent apprentissage des savoirs, formation pratique et divertissement instructif



en milieu éducatif, selon les précisions du président du club.

De nombreux étudiants issus de divers cycles des sciences médicales ont participé massivement à cette compétition. Son déroulement repose

sur l'évaluation des aptitudes scientifiques et cliniques des candidats au moyen de questions théoriques poussées et de cas pratiques réels, mettant à l'épreuve la rapidité d'esprit, la finesse d'analyse

et la maîtrise des démarches de diagnostic médical rapide.

Ce cadre interactif a aussi offert aux étudiants une occasion précieuse de montrer leurs compétences cognitives et d'aiguiser leur esprit critique dans un environnement à la fois compétitif et bienveillant, stimulant ainsi leur goût du défi et de l'excellence pratique avant leur entrée dans les hôpitaux.

La semaine prochaine, l'événement s'achèvera par la remise du titre de "Médecin compétent" à l'étudiant lauréat, récompensant ainsi ses performances exceptionnelles et la justesse de ses réponses tout au long des épreuves.

Signalons que le club scientifique "Pathos" intervient régulièrement au sein de l'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes en proposant des ateliers de formation, des campagnes de sensibilisation et des rencontres entre étudiants. Ces actions visent globalement à soutenir les étudiants et à développer leurs compétences transversales, en complément des cursus académiques officiels.

A.B

NAÂMA

## TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES DANS LE SUD-OUEST

Par Kahina Baghdad

Les services de la wilaya ont annoncé hier samedi le lancement des travaux du premier tronçon du projet de dédoublement et de modernisation de la route nationale n° 6, qui relie la commune de Labiodh (wilaya de Naâma) à celle de Bougtob (wilaya d'El Bayadh).

Cette première tranche, supervisée par le secrétaire général de la wilaya de Naâma chargé de la gestion des affaires, Messaoud Boulaâras, concerne 10 kilomètres pour un montant de 910 millions de dinars, avec un délai d'exécution de dix mois.

Ce chantier s'inscrit dans un vaste programme de dédoublement de la RN6 sur les 273 kilomètres qu'elle parcourt à travers la wilaya de Naâma, depuis Labiodh au nord jusqu'à Djeniene Bourezg au sud. À ce jour, 143 kilomètres ont déjà été réalisés dans le cadre de ce programme. L'objectif poursuivi est de répondre aux orientations du schéma national d'aménagement du territoire en adaptant cette infrastructure à la hausse du trafic entre les wilayas du Sud-Ouest et les régions du nord. La RN6 constitue en effet l'un des axes majeurs reliant le nord et le sud dans l'ouest du pays.

Le secrétaire général de la wilaya a rappelé que cette route, longue d'environ 2 163 kilomètres, relie

la ville de Sig (wilaya de Mascara) à la commune frontalière de Timiaouine (wilaya de Bordj Badji Mokhtar). Le projet permettra par ailleurs de supprimer les points noirs et les virages dangereux responsables de nombreux accidents, d'améliorer la fluidité du trafic et les conditions de transport, de renforcer la sécurité routière, et de faciliter l'acheminement des marchandises entre le nord et le sud du pays. Selon la même source, dans les prochains jours, le lancement des deux autres tranches (10 km et 11 km) suivra celui de la première, portant ainsi à 31 kilomètres le linéaire total des travaux à la limite territoriale entre les wilayas de Naâma et d'El Bayadh.

K.B

TOUGGOURT

## CRÉATION D'UNE UNITÉ DE FILMS PLASTIQUE POUR SOLS

Les services de la wilaya de Tougourt ont annoncé samedi qu'une nouvelle unité de fabrication de films en plastique destinés au revêtement des sols, d'une capacité annuelle de 12 660 tonnes, était venue étoffer le tissu industriel local. Implanté sur 1,2 hectare dans la commune d'El-Hedjira, ce projet est équipé de machines modernes produisant des films lisses en polyéthylène haute densité (PEHD), utilisables dans divers domaines tels que les projets agricoles, les bassins aquacoles, les activités pétrolières et gazières, ainsi que des chantiers liés à la protection de l'environnement.

L'unité dispose également d'un laboratoire d'essais et d'un système de contrôle qualité performant qui couvre toutes les phases de production, du traitement de la matière première

jusqu'aux tests du produit fini. Avec plus de 70 employés, elle représente une valeur ajoutée économique significative, étant la deuxième du genre à l'échelle nationale et la pionnière dans son secteur, grâce à la plus grande ligne de production existant dans le pays, selon la même source.

Il est à rappeler que le secteur de l'investissement dans la wilaya de Tougourt a déjà vu naître plusieurs projets d'envergure, notamment une unité de fabrication de pneumatiques pour véhicules légers et lourds (5 millions d'unités par an), un complexe touristique de 600 lits, une unité de production de pylônes électriques en béton, ainsi qu'un projet de pièces détachées automobiles d'une capacité de 1 000 unités par an.

K.B

M'SILA

## CONSTRUCTION DE 2 NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Le wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, a supervisé, samedi, le lancement des travaux de construction de 2 nouveaux établissements scolaires dans les communes de M'Tarfa et d'Ouled Derradj.

Le chef de l'exécutif local a souligné, à cette occasion, que ces deux structures sont destinées à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et à réduire la surcharge des classes qui touche certains établissements, précisant que "d'autres opérations similaires seront progressivement" programmées dans l'ensemble

des communes de la wilaya. Le directeur des équipements publics, Cherif Zidane, a indiqué de son côté, lors de la présentation des fiches techniques relatives aux deux projets, qu'il s'agit d'un collège d'enseignement moyen (CEM) de type 6, dans la commune de M'Tarfa, fruit d'un investissement public de plus de 329 millions de dinars, et d'une nouvelle école primaire de type 2 dans la commune d'Ouled Derradj où l'entreprise de réalisation a entamé les travaux moyennant une enveloppe de 175 millions de dinars.

R.R

ORAN

## TRAVAUX DE RÉNOVATION SUR LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Les travaux du projet de rénovation et de renforcement du réseau de distribution d'électricité moyenne tension, sur une distance d'environ 4 kilomètres, allant de la zone de "La Pépinière" jusqu'au quartier "Point du jour", dans la ville d'Oran, sont sur le point d'être achevés, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya.

Selon la même source, le taux d'avancement des travaux a atteint environ 90%, en attendant l'achèvement des dernières retouches et la mise en service du projet.

Ce projet devrait contribuer à l'amélioration de la qualité du service et à la satisfaction des besoins croissants des clients, notamment dans le contexte de l'expansion urbaine que connaît la wilaya.

Le projet vise également à améliorer le rendement du réseau électrique, à réduire les pertes techniques, ainsi qu'à renforcer la stabilité de l'alimentation en énergie électrique au profit des citoyens.

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran a fait part de son engagement à poursuivre la concrétisation des différents projets de modernisation et de renforcement des réseaux électriques, afin de garantir un service public de qualité et d'accompagner le développement urbain à travers les différents quartiers et zones.

R.R

## EXPORTATION D'AGRUMES

## L'AFRIQUE DU SUD DÉPASSE L'ESPAGNE EN 2025

**Pretoria dépasse l'Espagne, longtemps dominante sur le marché mondial, mais doit désormais faire face aux tensions géopolitiques qui menacent ses débouchés commerciaux.**

Par Nawal Bordji

Longtemps considérée comme la référence mondiale dans le commerce des agrumes, l'Espagne a perdu en 2025 sa position dominante au profit de l'Afrique du Sud. Ce renversement marque un tournant majeur dans un secteur où les agrumes représentent, derrière la banane, la deuxième catégorie de fruits la plus échangée à l'échelle internationale.

Selon les chiffres publiés par l'Association sud-africaine des producteurs d'agrumes (CGA) et confirmés par les statistiques de la plateforme Trade Map du Centre du commerce international (ITC), l'Afrique du Sud a exporté cette année-là 3,23 millions de tonnes d'agrumes frais et secs. Cette performance traduit une hausse annuelle d'environ 28 % et confirme l'expansion continue de la filière sud-africaine depuis plusieurs années. En l'espace de vingt ans, les volumes exportés ont plus que doublé, passant de 1,43 million de tonnes en 2006 à un niveau historique atteint en 2025.

Cette progression a permis à la nation arc-en-ciel de dépasser pour la première fois l'Espagne, qui occupait jusque-là la tête des exportateurs mondiaux d'agrumes. Les données de Trade Map indiquent que les exportations espagnoles se sont établies à 2,98 millions de tonnes en 2025. Ce recul est particulièrement notable puisque c'est seulement la deuxième fois en deux décennies, après 2023, que les ventes espagnoles passent sous la barre des trois millions de tonnes.

Plusieurs éléments expliquent cette contre-performance espagnole. Dans un rapport consacré au marché européen des agrumes publié en janvier, le département américain de l'Agriculture (USDA) évoquait une



campagne 2025/2026 difficile, marquée par des conditions climatiques défavorables et des problèmes structurels persistants. La sécheresse prolongée, les pluies printanières, les épisodes de fortes chaleurs pendant le développement des fruits ainsi que les tempêtes de grêle ont lourdement affecté les récoltes. À cela s'ajoutent le vieillissement des vergers, l'abandon de certaines exploitations et le manque d'organisation variétale, notamment dans la région de Valence. L'USDA souligne d'ailleurs que la production d'oranges, principal agrume cultivé en Espagne, a chuté d'environ 6 %, atteignant son niveau le plus faible depuis seize ans.

À l'inverse, les producteurs sud-africains ont bénéficié d'un environnement beaucoup plus favorable. Les bonnes conditions météorologiques dans les grandes régions agricoles, associées à l'entrée en production de nouveaux vergers plantés ces dernières années, ont permis d'augmenter les récoltes et les quantités disponibles à l'exportation. La CGA indique

également que la demande internationale a joué un rôle important, notamment pour les oranges et les citrons destinés à la transformation industrielle. La fin anticipée de la saison dans l'hémisphère nord a aussi offert aux exportateurs sud-africains une période de commercialisation plus longue sur les marchés mondiaux.

Malgré cette avancée spectaculaire, conserver ce leadership mondial s'annonce complexe pour l'Afrique du Sud. Les perspectives pour 2026 restent entourées d'incertitudes en raison des tensions géopolitiques qui perturbent actuellement le commerce international. L'escalade militaire impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran depuis la fin du mois de février fragilise le transport maritime et menace l'accès aux marchés du Moyen-Orient, une région essentielle pour les exportations agricoles sud-africaines.

Les professionnels du secteur redoutent particulièrement les conséquences de ces perturbations logistiques. Dans une note publiée le

27 mars, la CGA avertissait que les retards dans le transport maritime, la hausse importante des coûts d'expédition et les difficultés liées à la demande pourraient affecter durablement les exportations. L'organisation rappelle également que plusieurs pays du Golfe maintiennent des plafonds de prix sur les agrumes vendus au détail, limitant ainsi la possibilité pour les exportateurs de répercuter l'augmentation des frais logistiques.

Le Moyen-Orient demeure pourtant un marché stratégique pour l'Afrique du Sud. Les données de Trade Map montrent que cette région a importé près de 619 270 tonnes d'agrumes sud-africains en 2025, soit environ 19,12 % des volumes totaux exportés par le pays cette année-là. Dans un contexte international devenu plus instable, la capacité de la filière sud-africaine à préserver ses parts de marché et à s'adapter aux nouvelles contraintes commerciales sera déterminante pour maintenir sa position de premier exportateur mondial.

N.B

## FACE À L'ÉPUISEMENT DES RESSOURCES MARINES LE SÉNÉGAL MISE SUR L'AQUACULTURE

Par Malek Gaya

Confronté à l'essoufflement progressif des ressources halieutiques et à une demande alimentaire en constante augmentation, le Sénégal entend accélérer le développement de son aquaculture afin de renforcer durablement son approvisionnement en poissons.

Dans ce pays, comme dans de nombreux États africains disposant d'un littoral, la consommation repose encore largement sur les captures issues de la pêche maritime ou continentale. Or, la pression croissante exercée sur les écosystèmes marins pousse désormais les autorités à rechercher des solutions alternatives capables d'assurer la sécurité alimentaire tout en limitant la surexploitation des ressources naturelles.

C'est dans cette perspective que l'Agence nationale de l'aquaculture (ANA) a élaboré un nouveau plan stratégique couvrant la période 2026-2030. Validée le 12 mai dernier, cette feuille de route prévoit la mobilisation de 36,51 milliards de francs CFA, soit près de 64,9 millions de dollars, afin de soutenir l'expansion de la filière au cours des cinq prochaines années. D'après les informations relayées par le quotidien sénégalais Le Soleil, une part importante du financement attendu devrait provenir du secteur privé, que les autorités souhaitent associer étroitement à la transformation de l'industrie aquacole nationale.

L'objectif affiché par Dakar est particulièrement ambitieux. Le gouvernement veut porter la production aquacole à 20 000 tonnes d'ici à 2030, contre seulement 3 049 tonnes enregistrées en

2025. Une telle progression reviendrait à multiplier la production actuelle par six en quelques années seulement. Pour atteindre cette cible, les responsables du secteur prévoient de renforcer toute la chaîne de production, depuis l'approvisionnement en alevins jusqu'à la fabrication d'aliments destinés aux poissons d'élevage. L'ANA compte notamment garantir chaque année la disponibilité de 52 millions d'alevins afin d'alimenter les exploitations piscicoles du pays. Les autorités souhaitent également développer une industrie locale capable de produire des aliments pour poissons à grande échelle, avec l'objectif de réduire la dépendance aux importations. Cette orientation stratégique est jugée indispensable pour assurer la viabilité économique du secteur et limiter les coûts de production qui freinent encore son expansion.

Pour les décideurs sénégalais, l'aquaculture apparaît désormais comme une nécessité plutôt qu'un simple complément à la pêche classique. La croissance démographique, combinée à la dégradation des écosystèmes côtiers et à l'épuisement progressif des stocks marins, rend de plus en plus difficile la satisfaction de la demande nationale à travers la seule pêche de capture. « L'aquaculture n'est plus une option, elle est un impératif stratégique », a affirmé Samba Ka, directeur général de l'ANA, résumant ainsi la nouvelle orientation des politiques publiques dans le secteur halieutique. Malgré cette volonté politique affirmée, le Sénégal devra néanmoins relever plusieurs défis structurels pour réussir cette transition. Comme dans de nombreux pays

africains, le développement de l'aquaculture se heurte encore à des coûts de production élevés, à un déficit d'infrastructures et à une forte dépendance vis-à-vis des intrants importés. Le Forum économique mondial (WEF) considère d'ailleurs cette question comme l'un des principaux obstacles à l'essor de l'aquaculture sur le continent. Dans une étude publiée en janvier dernier, l'organisation internationale souligne que les difficultés d'approvisionnement en aliments pour poissons rendent les coûts de production en Afrique supérieurs de 10 à 20 % à la moyenne mondiale. Cette situation s'explique notamment par la dépendance aux aliments conventionnels, souvent importés faute d'unités locales capables de les produire en quantité suffisante. Ces aliments sont principalement composés de tourteaux de soja, très demandés également pour l'alimentation humaine, ainsi que de farine de poisson provenant de la pêche sauvage. Cette dépendance alourdit les charges des producteurs tout en accentuant la vulnérabilité du secteur face aux fluctuations des marchés internationaux. Le Sénégal espère toutefois que les investissements prévus dans le cadre de son nouveau plan stratégique permettront progressivement de réduire ces contraintes et de créer un environnement plus favorable au développement de la filière. En misant sur une production locale plus intégrée, les autorités ambitionnent non seulement d'augmenter l'offre de poissons sur le marché intérieur, mais aussi de poser les bases d'une industrie aquacole plus compétitive et plus résiliente à long terme.

M.G

78<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA NAKBA

## LA LIGUE ARABE EXIGE LA LEVÉE D'UNE INJUSTICE HISTORIQUE

*La Ligue arabe a exigé la levée de l'injustice historique subie par le peuple Palestinien et de poursuivre les efforts internationaux visant à mettre fin à l'occupation sioniste de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, ainsi que l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain, avec El Qods pour capitale.*

Dans un communiqué publié à l'occasion du 78<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba, le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, section Palestine et territoires arabes occupés, a indiqué que cette journée marque "un crime de nettoyage ethnique à part entière", commis par l'occupation sioniste, faisant "plus de 15.000 martyrs, la destruction de 531 villes et villages, et le déplacement forcé de plus de 957.000 Palestiniens.

Il est également rappelé que, depuis ce jour tragique, les Palestiniens ont été privés de leurs droits légitimes à l'autodétermination, à l'indépendance et au retour des réfugiés dans leurs terres d'origine dont ils ont été expulsés par la force et l'intimidation.

Dans ce contexte, la Ligue arabe a insisté sur la levée de l'injustice historique subie par le peuple Palestinien et la poursuite des efforts internationaux visant à mettre fin à l'occupation sioniste de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, ainsi qu'à l'établissement un Etat palestinien indépendant et souverain avec El Qods pour capitale, dans le but de "parvenir à une paix juste, durable



et globale dans la région, conformément à la solution à deux Etats, aux principes du droit international, aux résolutions de la légalité internationale et à l'Initiative de paix arabe".

Elle a ajouté que cette commémoration douloureuse constitue

"une profonde blessure dans la conscience humaine et une injustice historique qui se renouvelle", alors que cette année coïncide avec la poursuite d'une agression d'extermination systématique menée par l'entité sioniste contre le peuple

Palestinien dans la bande de Gaza, rendant la région inhabitable, ainsi qu'une intensification de l'agression et des violations en Cisjordanie occupée, y compris El Qods-Est, et des atteintes aux lieux saints islamiques et chrétiens.

Le Secrétariat général de la Ligue arabe a appelé la communauté internationale, Etats et organisations internationales à unir leurs efforts afin de contraindre l'entité sioniste à mettre fin à son occupation illégale des territoires palestiniens, y compris El Qods-Est, à éliminer toutes les conséquences, à verser des compensations pour les dommages causés dans les plus brefs délais et à mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice concernant l'illégalité de l'occupation.

La Ligue arabe a également souligné le rôle essentiel joué par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) et l'importance de poursuivre son soutien et de garantir un financement durable, à l'abri de toute tentative de politisation ou de ciblage.

RI

ONU

### JEANINE HENNIS-PLOSSCHAERT NOMMÉE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE À LA SÛRETÉ ET À LA SÉCURITÉ

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a annoncé vendredi la nomination de la Néerlandaise Jeanine Hennis-Plasschaert au poste de secrétaire générale adjointe à la sûreté et à la sécurité, pour succéder au Canadien Gilles Michaud. Mme Hennis-Plasschaert apporte à ce poste plus de 30 ans d'expérience dans la diplomatie, la médiation et la sécurité internationale, selon un communiqué publié par les Nations unies. Elle a servi depuis 2024 en tant que coordonnatrice spéciale des Nations unies pour le Liban, après avoir été représentante spéciale du secrétaire général pour l'Irak et cheffe de la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (2018-2024). Mme Hennis-Plasschaert a été membre du Parlement européen (2004-2010) puis de la Chambre des représentants des Pays-Bas (2010-2012) et ensuite ministre néerlandaise de la Défense en 2012. Gilles Michaud a été nommé en 2019 secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, pour succéder à l'Australien Peter Drennan.

RI

SOUDAN

### L'ARMÉE REPREND LA STATION DE "KHOR HASSAN" DANS LE NIL BLEU

L'armée soudanaise a annoncé, vendredi, avoir repris le contrôle de la station de "Khor Hassan", située au sud-est de la ville d'Al-Kourmok, dans l'Etat du Nil Bleu, dans le cadre des opérations militaires en cours sur l'axe sud de cet Etat.

Selon des médias locaux citant une source militaire, les forces armées sont parvenues à pénétrer dans le site ce vendredi, précisant que la station se trouve à environ 25 kilomètres d'Al-Kourmok.

Les Forces de soutien rapide avaient pris le contrôle, en avril dernier, de la ville d'Al-Kourmok

ainsi que de positions avoisinantes, avant que l'armée ne lance des opérations de contre-offensive pour les reprendre.

Depuis avril 2023, le Soudan est en proie à un conflit armé opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), ayant fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de millions de personnes.

Selon les Nations unies, le conflit a entraîné le déplacement de plus de 12 millions de personnes, tandis que près de la moitié de la population fait face à une grave insécurité alimentaire.

RI

SOMALIE

### 50 TERRORISTES "SHEBAB" ÉLIMINÉS DANS LE SUD-OUEST DU PAYS

L'armée somalienne a annoncé, vendredi, l'élimination de 50 éléments du groupe terroriste "Shebab" dont des chefs de premier plan, lors d'une opération militaire menée dans le sud-ouest du pays.

Dans un communiqué, les forces armées somaliennes ont précisé que cette opération a été lancée en riposte à une attaque menée jeudi

matin par des hommes armés dans la périphérie de la ville de Bidoa, ciblant les forces de sécurité.

Mercredi dernier, les forces somaliennes avaient déjà éliminé cinq éléments du mouvement terroriste, parmi lesquels un haut responsable, lors d'une opération militaire dans le sud-est du pays.

L'armée somalienne poursuit ses opérations militaires contre les terroristes "Shebab" depuis plus d'une année.

Au cours des derniers mois, elle est parvenue à éliminer un grand nombre de terroristes et à reprendre le contrôle de plusieurs zones, notamment dans le centre du pays.

RI

### L'ONU APPELLE À UNE ACTION URGENTE POUR PRÉVENIR LA FAMINE EN SOMALIE

Les agences humanitaires des Nations unies ont appelé vendredi à une intensification urgente de l'aide vitale afin d'éviter une crise alimentaire critique qui s'aggrave rapidement en Somalie.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont lancé cet appel, a annoncé Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. M. Haq a indiqué que, selon le dernier relevé du Cadre intégré de classification de la phase

de sécurité alimentaire, une insécurité alimentaire critique en Somalie touche six millions de personnes, soit près d'un tiers de la population, dont 1,9 million d'enfants, parmi lesquels 493.000 souffrent de malnutrition sévère.

Le porte-parole adjoint a déclaré que de multiples chocs aggravent la crise, notamment une grave sécheresse, l'insécurité, une aide humanitaire extrêmement limitée et les répercussions du conflit au Moyen-Orient. "C'est également la première fois depuis 2022 que la Somalie est menacée par la famine - dans le district de Burhakaba, dans l'Etat du Sud-Ouest", a-t-il dit. "En 2022, la famine avait été évitée grâce à des interventions humanitaires

massivement renforcées et soutenues à la suite de la plus longue sécheresse jamais enregistrée". M. Haq a indiqué que l'aide humanitaire dans les zones les plus exposées était en train d'être renforcée, mais avec des ressources extrêmement limitées. La couverture reste restreinte à l'échelle nationale, près de 90% de la population ne recevant que peu ou pas d'aide. Le coordinateur humanitaire des Nations unies en Somalie, George Conway, a dit qu'il existait une fenêtre d'opportunité étroite mais cruciale dans les semaines à venir pour prévenir la famine grâce à une action humanitaire rapide et renforcée.

RI

## INTERNET

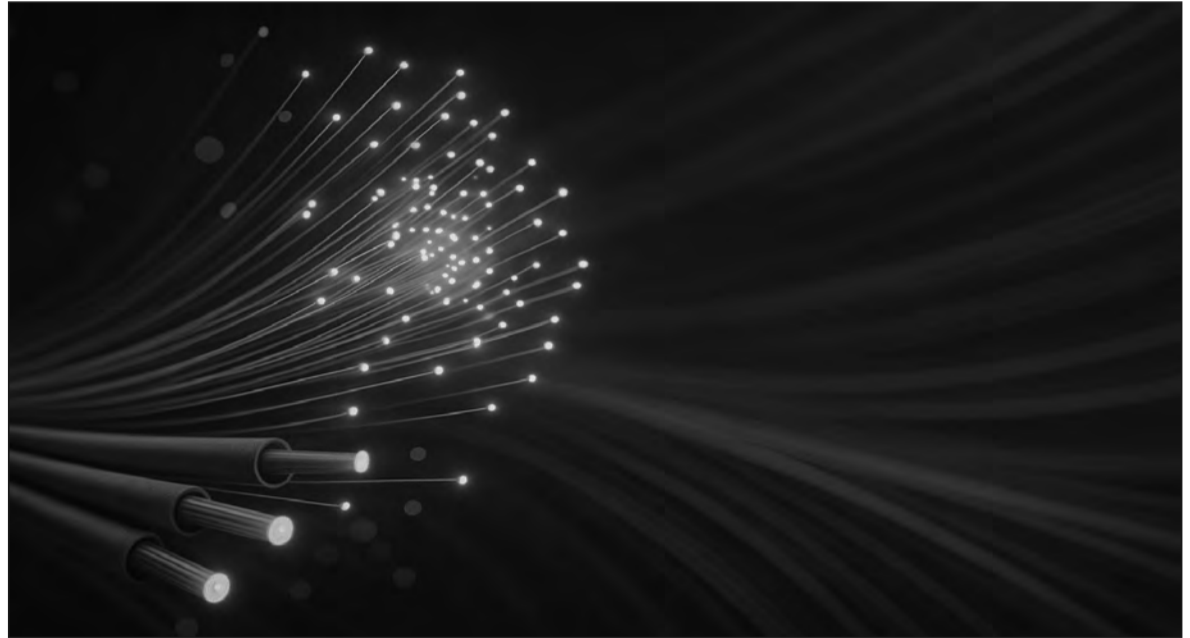
# LA FIBRE OPTIQUE GÉNÉRALISÉE D'ICI DÉBUT 2027

*D'ici la fin de l'année en cours, ou au plus tard au début de l'année 2027, tous les anciens câbles en cuivre auront cédé la place à la fibre optique.*

Par Saïd Slimani

C'est ce qu'a affirmé, hier samedi à Alger, le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, à l'occasion d'une Journée d'étude consacrée à la « Résilience et flexibilité des réseaux de télécommunications », organisée au siège d'Algérie Télécom pour célébrer la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information (17 mai). Le ministre a souligné l'engagement de son secteur à mener à bien ce remplacement total dans les délais annoncés.

Dans ce cadre, il a rappelé que l'Algérie, fidèle aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, travaille à bâtir « un système de télécommunications plus robuste, plus inclusif et mieux adapté aux transformations rapides ». Évoquant les progrès récents en matière de modernisation numérique, M. Zerrouki a indiqué que le pays compte plus de 7 millions d'abonnés à l'Internet fixe, dont plus de 3,4 millions à la fibre optique, et que la généralisation de cette technologie avancée se



poursuit à un rythme accéléré sur l'ensemble du territoire.

Quant à l'Internet mobile, le nombre d'abonnés a dépassé les 51 millions. Le lancement prochain de la technologie 5G, a précisé le ministre, marquera une nouvelle étape caractérisée par une meilleure qualité de service et une capacité accrue des réseaux pour soutenir l'économie numérique, sans se limiter aux seules grandes villes densément peuplées. Il a également rappelé le projet de service universel des

communications électroniques destiné à couvrir les zones à faible densité de population, dont la première phase a déjà concerné 1 400 localités, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique.

Sur le volet de la résilience des réseaux nationaux, le ministre a souligné que l'Algérie a engagé un vaste processus d'ouverture aux communications électroniques par satellites en orbite non géostationnaire (NGSO), en complément des réseaux mobiles et de la fibre optique. Cette

technologie offre une solution stratégique pour assurer la couverture dans les régions sahariennes, montagneuses, rurales et enclavées. L'objectif ultime, a-t-il insisté, est de construire une infrastructure numérique souveraine, car l'enjeu futur ne réside plus seulement dans le nombre d'abonnés, mais surtout dans la qualité, la fiabilité du service et la capacité des réseaux à résister en toutes circonstances.

S.S

## TECHNOLOGIE AUTOMOBILE FORD REDÉFINIT L'ÉVITEMENT DES COLLISIONS

Par Yakout Abina

Ford innove en matière de sécurité routière. Après le freinage automatique, la marque américaine explore un système capable d'accélérer pour éviter un choc, grâce à des capteurs intelligents qui anticipent les menaces et réagissent comme un conducteur chevronné.

Après le freinage automatique d'urgence, devenu un standard sur la plupart des véhicules modernes, Ford franchit une nouvelle étape dans la sécurité routière. Le constructeur américain expérimente un système capable d'agir non seulement sur les freins, mais aussi sur l'accélérateur afin d'échapper à un accrochage.

Traditionnellement, face à un danger, le réflexe humain est de ralentir brutalement pour gagner du temps et réduire le risque. Mais ces réactions instinctives ne suffisent pas toujours. C'est pourquoi les technologies embarquées dans les voitures modernes ont intégré le freinage automatique, conçu pour limiter la gravité des accidents.

Cependant, certaines situations exigent au contraire une accélération. Imaginez un embouteillage : vous arrivez en queue de file, mais le conducteur derrière vous n'a pas anticipé le ralentissement. Dans ce cas, rester immobile peut devenir dangereux. La réaction la plus sûre consiste alors à s'échapper rapidement vers une voie libre afin d'éviter une collision par l'arrière.

Or, ce réflexe n'est pas universel. Peu d'automobilistes surveillent leurs rétroviseurs lorsque la route semble dégagée devant eux. C'est précisément pour pallier ces limites humaines que les constructeurs explorent des systèmes capables de prendre la main, non seulement sur le freinage, mais aussi sur l'accélérateur, afin d'anticiper et d'éviter le

choc.

Pour y remédier, Ford a récemment déposé un brevet pour le moins innovant. Plutôt que de freiner automatiquement pour éviter un danger, le système envisagé pourrait accélérer afin de s'échapper rapidement d'une situation à risque. Ce dispositif repose sur un réseau de radars, de LiDAR et de caméras qui surveillent en permanence l'environnement du véhicule. L'objectif est de détecter des menaces invisibles pour le conducteur et de réagir de manière proactive, même si le danger survient de n'importe quelle direction. Lorsqu'un véhicule intelligent détecte une menace, il doit déterminer instantanément la réaction la plus adaptée pour éviter l'accident. Cela peut impliquer une accélération, un freinage ou un changement de trajectoire. Le brevet ne précise pas si une marche arrière pourrait également être envisagée pour esquiver un obstacle approchant. Mais si un accident semble inévitable et que toutes les voies sont bloquées, le système devra malgré tout choisir une manœuvre. Et même lorsque l'environnement paraît dégagé, il devra s'assurer de ne pas provoquer une nouvelle collision. Ce brevet ouvre la voie à des systèmes de sécurité embarqués qui ne se contentent plus de réactions automatiques, mais adoptent une logique proche de celle d'un conducteur humain. Aujourd'hui, les systèmes d'assistance doivent être pensés pour fonctionner dans un environnement mixte. Tant que des humains conduisent encore, il faudra harmoniser les réactions des voitures autonomes avec celles des conducteurs classiques, afin d'éviter des comportements imprévisibles. Cela pose une question de fond : faudra-t-il un jour interdire totalement la conduite humaine pour garantir une circulation fluide et sûre ?

Y.A

## AÉRONAUTIQUE LE GABON SÉCURISE SON AVIATION CIVILE FACE AUX RISQUES NUMÉRIQUES

Alors que les cyberattaques se multiplient sur le continent, protéger les systèmes numériques des infrastructures critiques est devenu indispensable pour garantir la sûreté opérationnelle. Dans cette logique, le Gabon s'engage dans un projet visant à renforcer la cybersécurité de son secteur aérien.

C'est ainsi que l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) a annoncé, jeudi 7 mai, la signature d'un accord de partenariat avec l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (ANINF). L'initiative a pour but de sécuriser les infrastructures sensibles et de moderniser les systèmes d'information du secteur aérien.

Conformément à cet accord, l'ANINF accompagnera l'ANAC dans la modernisation de ses systèmes numériques, afin de renforcer la sécurité des infrastructures informatiques, d'améliorer la gestion des données sensibles et d'optimiser les outils de gestion et de communication utilisés par l'administration de l'aviation civile. Le partenariat prévoit également d'accroître les capacités de continuité de service et d'améliorer la résilience face aux incidents numériques. Les deux institutions travailleront par ailleurs sur l'interopérabilité des systèmes d'information pour permettre un échange sécurisé et structuré des données entre administrations.

Cette coopération intervient dans un contexte international marqué par la recrudescence et l'intensification des cyberattaques ciblant l'aviation civile et les infrastructures critiques. Face aux nouveaux défis liés à l'interconnexion des environnements IT (Technologies de l'Information) et OT (Technologies Opérationnelles), la protection des systèmes numériques, la sécurisation des données sensibles et la continuité des opérations deviennent des objectifs centraux.

Au-delà du seul secteur aérien, ce partenariat illustre la volonté du Gabon de bâtir une administration plus sûre et mieux interconnectée. En structurant ses systèmes autour de standards de cybersécurité plus élevés, le pays entend renforcer la fiabilité de ses services publics numériques ainsi que la protection de ses données stratégiques.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique portée par les autorités gabonaises, qui font de la souveraineté numérique et de la modernisation administrative des priorités, tout en respectant les normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), laquelle encourage les États à renforcer la cybersécurité de leurs infrastructures aéronautiques.

S.S

## EPIDÉMIES

# L'AFRIQUE FACE À UNE NOUVELLE FLAMBÉE D'EBOLA

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé vendredi à Genève qu'elle travaillait en collaboration avec la République démocratique du Congo (RDC) pour contenir une nouvelle épidémie d'Ebola déclarée dans la province de l'Ituri. Treize cas ont été confirmés par l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa. Des experts de l'OMS sont déjà sur place et d'autres spécialistes, notamment en communication des risques, en prévention et contrôle des infections, en soins cliniques et en logistique, doivent rejoindre l'équipe dans les prochains jours.

Par Rihab Taleb

L'OMS a également acheminé des fournitures médicales et des équipements de protection à Bunia, chef-lieu de l'Ituri, et a débloqué 500 000 dollars de son fonds de réserve pour les situations d'urgence afin de soutenir la riposte. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, a assuré que l'organisation continuerait de mobiliser des ressources et des partenaires dans toute la région pour contenir la propagation et prendre en charge les personnes touchées.

## Un virus dangereux et mortel

Rare mais mortel, le virus Ebola, identifié pour la première fois en 1976 à Yambuku en RDC et à Nzara au Soudan, est l'un des agents pathogènes les plus redoutés. Il appartient à la famille des filovirus et se caractérise par un taux de mortalité élevé, pouvant atteindre 90 % selon la souche et les conditions de soins. Les symptômes commencent souvent par une apparence grippale, une fièvre soudaine, des douleurs musculaires et une grande fatigue, puis évoluent vers des diarrhées, des vomissements et des hémorragies internes et externes. La transmission se fait par contact direct avec les fluides corporels d'une personne infectée ou d'un animal contaminé. La dangerosité d'Ebola tient à sa capacité à se propager rapidement dans des contextes où les infrastructures médicales sont limitées vu la situation des pays affectés. Des progrès ont été réalisés, notamment avec le vaccin ERVEBO contre la souche Zaïre et des traitements de soutien qui améliorent les chances de survie. Malgré cela, chaque résurgence rappelle la fragilité des systèmes de santé face à un virus aussi agressif.

Le caractère cyclique des apparitions d'Ebola s'explique par plusieurs facteurs. Le virus a un réservoir naturel dans la faune sauvage, principalement les chauves-souris frugivores, qui ne tombent pas malades mais peuvent transmettre le virus à d'autres espèces comme les primates ou les antilopes. Ces animaux peuvent ensuite contami-



ner l'homme, souvent par la chasse ou la consommation de viande de brousse. Les activités humaines comme la déforestation, l'expansion agricole et l'exploitation des ressources naturelles, augmentent les contacts entre l'homme et les animaux porteurs du virus. Des survivants humains peuvent garder le virus dans certains fluides corporels pendant plusieurs mois, entraînant de nouvelles flambées longtemps après la fin apparente d'une épidémie.

## Après l'infection, il attaque les cellules immunitaires

Il est particulièrement difficile de contenir et d'éviter Ebola pour plusieurs raisons. D'abord, les symptômes initiaux ressemblent à ceux d'autres maladies comme le paludisme ou la typhoïde, ce qui retarde le diagnostic et favorise la propagation. Ensuite, les infrastructures médicales dans les zones touchées sont souvent insuffisantes, avec un manque de personnel, de matériel et de moyens financiers. Les pratiques culturelles, comme les rites funéraires impliquant un contact direct avec les corps, jouent également un rôle dans la transmission. La méfiance des populations envers les autorités et les organisations internationales complique l'application des mesures de prévention. Ces obstacles, combinés à la mobilité des populations et aux conditions environnementales, rendent la maîtrise d'Ebola extrêmement complexe.

Le virus détruit le corps de manière progressive et brutale, car après l'infection, il attaque les cellules immunitaires et perturbe la réponse de défense de l'organisme. Il provoque une inflammation et une fuite des vaisseaux sanguins, ce qui entraîne des hémorragies internes et

externes. Les organes vitaux, comme le foie, les reins et le système digestif, sont gravement endommagés. Le virus perturbe également la coagulation sanguine, ce qui aggrave les saignements. Cette combinaison de défaillances immunitaires, de destruction cellulaire et de dysfonctionnement organique explique la sévérité et la mortalité élevée de la maladie.

Les zones de forte biodiversité et de pluviométrie élevée, comme les forêts tropicales d'Afrique centrale et occidentale, sont des foyers naturels du virus. Les pressions écologiques dues à la déforestation, au changement climatique et à la perturbation des habitats favorisent l'émergence de nouvelles épidémies. Chaque apparition d'Ebola est un rappel que la santé humaine est intimement liée à l'équilibre des écosystèmes. La lutte contre ce virus ne peut se limiter aux soins médicaux, elle doit aussi inclure une réflexion sur la protection de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles et la réduction des pratiques à risque.

L'épidémie historique de 2014-2016 en Afrique de l'Ouest en est la preuve. À partir de la Guinée, elle s'est rapidement propagée au Libéria et à la Sierra Leone ainsi qu'à sept autres pays dont les Etats-Unis et l'Italie provoquant plus de 28 000 cas et plus de 11 000 décès. Elle a montré à quel point les systèmes de santé fragiles pouvaient être débordés et à nécessité une mobilisation internationale sans précédent. Les leçons tirées de cette crise ont conduit au développement de vaccins et à une meilleure coordination mondiale, mais elles ont aussi révélé que la prévention reste insuffisante tant que les causes environnementales et sociales ne sont pas prises en compte.

Depuis son apparition dans les années 1970, le virus Ebola a causé plus de 13 000 morts en Afrique et des dizaines des milliers de cas confirmés ou suspects dont 35 000 personnes touchées. La nouvelle flambée déclarée en mai 2026 en République démocratique du Congo (RDC) compte déjà 246 cas suspects dont 65 décès.

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières s'est imposée comme une force de terrain incontournable. MSF a mobilisé des milliers de soignants, construit des centres spécialisés pour isoler les patients et mis en place des procédures d'enterrement sécurisées afin de freiner la transmission. Ses équipes assurent aussi un accompagnement psychologique aux familles et forment du personnel local aux protocoles de sécurité. Lors de la crise en Afrique de l'Ouest (2014-2016), MSF a déployé plus de 5 000 intervenants et pris en charge des milliers de patients, contribuant à limiter une épidémie qui a coûté la vie à plus de 11 000 personnes. Aujourd'hui encore, dans l'Ituri en RDC, l'organisation reste en première ligne face à la souche Bundibugyo, rappelant que la réponse doit avant tout être centrée sur les besoins des communautés.

Ainsi, Ebola n'est pas seulement une crise sanitaire, mais aussi un signal écologique. Il montre que la destruction des habitats naturels et le non-respect des équilibres biologiques peuvent avoir des conséquences directes sur la santé des populations. Comprendre ceci est essentiel pour prévenir de futures épidémies et construire une approche globale qui associe médecine, environnement et responsabilité collective.

R.T

## 80 MORTS APRÈS LA RÉSURGENCE DU VIRUS EN RD DU CONGO

Quelque 80 personnes sont mortes à la suite de la résurgence du virus Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé hier samedi le ministre congolais de la Santé, Samuel Roger Kamba.

M. Kamba a indiqué dans un communiqué repris par les médias, que des analyses de laboratoire ont confirmé huit cas d'infection par la

souche "Bundibugyo" du virus Ebola, détectés le week-end dernier dans les zones de Rwampara, Mungwalu et Bunia. Il a souligné qu'un total de 246 cas suspects ont été recensés jusqu'à présent. Parallèlement, le gouvernement de la RDC a activé un centre d'opérations d'urgence de santé publique et renforcé la surveillance épidémiologique ainsi que les tests, tout en déployant rapi-

dement des équipes d'intervention.

A noter que les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies avaient déjà annoncé vendredi la résurgence d'Ebola dans la province de l'Ituri, dans l'extrême Nord-Est du pays, principalement dans les zones de Mungwalu et Rwampara.

R.ENV

## PRÉSERVATION DU PATRIMOINE URBAIN EN DÉBAT

## RÉFLEXION SUR LA MODERNISATION DE LA VILLE ANCIENNE

Une journée d'étude organisée samedi dernier à Béjaïa dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai) a placé au cœur des échanges les défis liés à l'intervention architecturale et urbaine en secteur sauvegardé, en prenant pour cas d'étude la vieille ville de Béjaïa.

Par Youstra Dali

Tenue à la Bibliothèque principale de la lecture publique Tahar-Amirouchen, cette rencontre, menée en collaboration avec la Direction de la culture et des arts et l'Association nationale des architectes (ANA) dans le cadre des rencontres architecturales du patrimoine, a souligné l'importance du plan de sauvegarde pour préserver l'identité patrimoniale d'une ville. Selon Mme Naima Mahindad, cheffe du projet d'élaboration du Plan permanent de sauvegarde et mise en valeur du secteur sauvegardé (PPSMVSS) de la vieille ville de Béjaïa, ce dispositif constitue un véritable « règlement de protection ». Il encadre les différentes actions, qu'il s'agisse



Une vue de la vieille ville de Béjaïa

de nouvelles constructions ou d'opérations de réhabilitation, afin de garantir le respect du cachet pa-

trimonial de la cité. Sans cet outil normatif, a-t-elle averti, « la valeur patrimoniale de la vieille ville ris-

querait de disparaître », tout en précisant que ce plan ne vise nullement à interdire toute intervention dans le secteur protégé. De son côté, Dr Manel Ouaret Ladjouze, enseignante au département d'architecture de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, a insisté sur la nécessité de définir des mécanismes d'accompagnement destinés aux architectes, aux institutions et aux particuliers dans l'ensemble des interventions urbaines, en particulier au sein des zones à fort potentiel archéologique. Elle a plaidé pour que les solutions à apporter et les décisions à prendre émergent d'une concertation associant étroitement scientifiques et institutions, ainsi que l'ensemble des parties concernées. D'autres communications ont également marqué cette rencontre, notamment « Architecture contemporaine et contexte historique », présentée par l'architecte Amar Krim Adjadj, ainsi qu'une intervention sur « La requalification du front de mer algérois : entre reconquête mémorielle et recouture urbaine », proposée par l'architecte urbaniste Abdelkrim Louni.

Y.D

## ÉTÉ 2026

## 900 JEUNES UNE FORMATION D'ANIMATEURS POUR ENCADRER LES SÉJOURS ESTIVAUX

Par Halim Dardar

Selon un communiqué de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) neuf cents enfants et jeunes de la wilaya d'El Bayadh profiteront, durant la saison estivale 2026, du programme des colonies de vacances élaboré par le ministère de la Jeunesse. Kaddour Meziane, directeur du secteur, a précisé que les inscriptions à ce dispositif alliant récréation, culture et éducation se font par la plateforme numérique du ministère. Il a souligné que cette initiative entend offrir aux jeunes des espaces de détente et de loisirs tout en participant à l'amélioration de leurs compétences pendant l'été.

Parallèlement, la wilaya a accueilli le même jour les épreuves finales pour l'obtention du certificat d'animateur de centres de vacances et de loisirs, réunissant

dix-neuf candidats. L'examen s'est tenu au Centre de loisirs scientifiques rattaché au secteur de la jeunesse et des sports, en présence de Mohamedi Mohamed, directeur de l'Institut national de formation des cadres de la jeunesse de Tixeraine (Alger), ainsi que de plusieurs responsables et cadres du domaine.

Cette opération, ont expliqué les organisateurs, entre dans le cadre du renforcement de l'encadrement des centres de vacances et de loisirs grâce à la formation et à la qualification d'animateurs capables d'accompagner les enfants et jeunes bénéficiaires des divers programmes estivaux. Les candidats reçus exerceront leurs fonctions d'animateur pour une durée de cinq ans dans ces centres, avant de pouvoir, selon la réglementation en vigueur, être promu éventuellement au poste de directeur.

H.D

## JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT LANCEMENT D'ACTIVITÉS HISTORIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES À CONSTANTINE

Un programme varié d'activités historiques, culturelles et sportives pour la commémoration de la journée nationale de l'étudiant (19 mai), a été lancé à Constantine, à l'initiative de la direction des œuvres universitaires (DOU) –Centre, a-t-on appris samedi auprès de son directeur, Sami Zouaoui. Les manifestations de commémoration de cette journée marquant la grève historique du 19 mai 1956 par l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), incluent l'organisation d'expositions de photos historiques sur la révolution de libération nationale à travers l'ensemble des résidences universitaires relevant de cette direction et ce, en coordination avec le musée du Moudjahid, a indiqué à l'APS le même responsable.

Des concours littéraires, lectures poétiques historiques, des journées de sensibilisation et de prévention contre la

toxicomanie, des spectacles de chants patriotiques, des ateliers de musique et d'arts plastiques et une campagne de don de sang figurent, entre autres au programme de célébration de cette date historique, a-t-il ajouté. Les activités programmées à cette occasion concernent également l'organisation des tournois sportifs inter-résidences dans diverses disciplines dont le football, le basketball et le volley-ball, selon le même responsable, qui a fait part que deux salles d'aérobic ont été ouvertes au niveau des cités universitaires Ain El Bey 17 et 18. Des actions de nettoyage à l'intérieur des résidences universitaires et des sorties aux sites et touristiques au profit des étudiants résidents, figurent également au programme de commémoration de cette date historique qui se poursuivra jusqu'au 24 mai, a-t-on indiqué.

R.C

## MOIS DU PATRIMOINE

## ATELIER DE FORMATION AUX TECHNIQUES DE L'ART DU ZELLIGE ALGÉRIEN

Un atelier national de formation aux techniques de fabrication du zellige algérien a débuté samedi au Musée public national Ahmed-Zabana d'Oran, dans le cadre du Mois du Patrimoine (18 avril-18 mai), placé cette année sous le slogan: "Notre patrimoine, notre civilisation".

L'atelier, organisé sous le thème "Histoire d'argile et de couleur" par le Musée Ahmed-Zabana et l'Association touristique locale "Génération du futur", réunit des étudiants de l'Ecole régionale des Beaux-arts d'Oran, d'anciens stagiaires formés au Centre de formation professionnelle de Bir El-Djir, ainsi que des passionnés de l'art décoratif souhaitant enrichir leurs connaissances dans l'art de l'ornementation par le zellige, considéré comme une remarquable forme de mosaïque artistique.

Il fait suite au Colloque national sur le zellige algérien organisé par le Musée public national Abdelmajid-Meziane de Chlef, en partenariat avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat de cette wilaya, a indiqué à l'APS le directeur du Musée Ahmed-Zabana d'Oran, Hichem Sekkal.

Cette rencontre de formation de deux jours, ambitionne à valoriser ce métier artistique qui fait partie des éléments du patrimoine immatériel dont l'usage en Algérie remonte au XIe siècle, a précisé M. Sekkal, rappelant que "le dossier du zellige algérien est actuellement déposé auprès de l'Unesco en vue de son inscription sur la liste du patrimoine culturel mondial".

L'atelier vise également à mettre en valeur le savoir-faire des artisans dans l'utilisation du zellige et à les encourager à poursuivre cette activité afin d'en assurer la pérennité, ainsi qu'à créer des ateliers dédiés au zellige algérien pour préserver cet héritage, selon le président de l'association touristique "Génération du futur", Mokhtar Dabat.

Au cours de cet atelier, encadré par le maître-artisan spécialisé dans l'art décoratif du zellige, Medelci Sidi-Mohamed, originaire de Tlemcen, deux panneaux inspirés des motifs du zellige utilisés dans les mosaïques du palais d'El-Mechouar de Tlemcen et du palais du Bey Mohamed El-Kebir à Oran seront réalisés. Les deux œuvres d'art seront ensuite conservées au Musée Ahmed-Zabana qui conserve déjà des collections archéologiques de zellige datant de l'époque médiévale.

De son côté, Houria Boumediene, enseignante au Centre de formation professionnelle Ayad-Slimane de Bir El-Djir, a souligné que "ce métier suscite désormais un grand intérêt chez les jeunes, ainsi que chez les passionnés d'art décoratif, qui rejoignent chaque année la spécialité +Poterie-Décoration+ proposée par cet établissement de formation".

Parallèlement à cet atelier, le hall du Musée a accueilli une exposition mettant en avant de remarquables pièces en céramique aux formes géométriques variées, témoignant du talent de l'artiste Ahmed Benbekrit, originaire d'Aïn-Temouchent, dans la conception d'œuvres céramiques aux couleurs soigneusement choisies et harmonisées.

R.C

## ALGER S'APPRÊTE À ACCUEILLIR L'OPEN AFRICAIN DE JUDO PLUS DE CENT JUDOKAS ALGÉRIENS PARTICIPERONT À CETTE COMPÉTITION INTERNATIONALE

**Du 22 au 24 mai, Alger accueillera le grand tournoi international de judo baptisé « Open Africain ». L'Algérie y participera avec 108 athlètes qui affronteront des représentants de seize autres pays à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf.**

Par Hamida Indja

L'Algérie sera représentée par 108 judokas, hommes et femmes, lors de cette compétition internationale prévue à Alger. Dans la catégorie seniors, la sélection nationale comptera 61 athlètes, dont 41 hommes et 20 femmes. Chez les cadets, 31 jeunes judokas seront engagés, répartis entre 19 garçons et 12 filles.

Par ailleurs, la catégorie juniors réunira 16 judokas algériens, dont 13 garçons et 3 filles, selon la liste publiée vendredi par les organisateurs. Plusieurs pays étrangers ont confirmé leur participation à cette compétition. Dans les catégories cadets et juniors, sept nations seront présentes aux côtés de l'Algérie : l'Iran, la Côte d'Ivoire, la Russie, la Roumanie, la Tunisie, le Sénégal et l'Arabie saoudite.

Chez les seniors, d'autres pays prendront également part au tournoi, notamment l'Uruguay, le Canada, la Grande-Bretagne, Malte, Madagascar, le Monténégro et la



Bosnie-Herzégovine. Le nombre provisoire de nations participantes s'élève actuellement à seize.

Le programme de la compétition débutera le 22 mai avec les épreuves des juniors, organisées sur une seule journée. Les compétitions des cadets se dérouleront le 23 mai, avant la clôture du tournoi avec les épreuves des seniors prévues le 24 mai.

La Fédération algérienne de judo a expliqué que le nombre important de participants algériens s'explique par l'ouverture de la

compétition aux clubs nationaux. Les athlètes autorisés à participer devront figurer parmi les huit premiers du classement national dans leur catégorie d'âge ou être titulaires d'une licence sportive durant trois années consécutives.

La Fédération a également précisé que les judokas disposant d'une licence internationale délivrée par la Fédération internationale de judo (FIJ) pourront eux aussi prendre part à cette compétition.

H I

## FOOTBALL DÉMISSION DU PRÉSIDENT DE L'USM BEL ABBÈS APRÈS LE REJET DES BILANS

Le président de l'USM Bel Abbès, Mehdi Djebbar, a annoncé sa démission à la suite du rejet des bilans moral et financier du club par les membres de l'assemblée générale. Une nouvelle élection sera organisée le 4 juin prochain afin de désigner un nouveau président.

Selon le club pensionnaire du championnat inter-régions de football, Mehdi Djebbar a officialisé jeudi soir sa démission ainsi que celle de l'ensemble des membres de son bureau, à l'issue des travaux de l'assemblée générale ordinaire tenue à l'École régionale de football. Au cours de cette réunion, les responsables du club ont présenté les bilans moral et financier devant les membres de l'assemblée générale. Après les débats et les différentes interventions des participants, les deux rapports ont été soumis à un vote à bulletin secret. D'après les informations communiquées par le club, les deux bilans ont été rejetés à une large majorité. Sur les 48 membres ayant pris part au vote, 32 se sont prononcés contre les bilans présentés, tandis que 15 ont voté en leur faveur. Un bulletin a été annulé. À la suite de ces résultats, les membres de l'assemblée ont fixé la date du 4 juin prochain pour la tenue de l'assemblée générale électorale. Cette réunion permettra d'élire un nouveau président chargé de diriger le club lors de la prochaine phase. Le lieu du scrutin sera communiqué ultérieurement par l'administration du club. Dans le cadre de la préparation de cette échéance électorale, trois commissions ont été installées. La première sera chargée de la réception des candidatures, la deuxième de l'examen des éventuels recours, tandis que la troisième supervisera la passation des consignes entre l'ancienne et la future direction.

L'USM Bel Abbès évoluait encore en première division il y a six ans, mais le club poursuit depuis sa descente aux échelons inférieurs. Reléguée successivement en deuxième puis en troisième division, l'équipe a une nouvelle fois échoué à décrocher l'accession cette saison, pour la troisième année consécutive.

H.I

### Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
République Algérienne Démocratique et Populaire  
وزارة السكن والعمران والمدينة والتهيئة العمرانية  
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville  
et de l'Aménagement du Territoire

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION  
IMMOBILIERE DE LA WILAYA D'ILLIZI  
DIRECTION GENERALE

N° : 6.38./OPGI/DG/2026



ديوان الترقية والتسيير العقاري  
لولاية إيليزي  
المديرية العامة  
رقم: ...../د.ت.ع.إ.م.ع/ 2026

**Mise en Demeure N°02 Avant Résiliation  
A L'entreprise Travaux Bâtiment ZEKKOUR FERHAT ATMANE  
Titulaire du marché n°037/2024, approuvé le 23/09/2024**

- Vu le marché visé par la commission des marchés publics de l'Office sous N°037/2024 en date du 1234/09/2024 relatif à la réalisation des 200 logements publics locatifs avec réseaux divers + aménagement extérieur + réseaux canalisation fibre optique + postes transformateurs, programme année 2024, à travers les communes de Wilaya d'ILLIZI.
- Lot 04 : 25 logements individuels (RDC) - Agglomération Timeroualine Commune de Debdeb wilaya d'ILLIZI, Conclu avec l'entreprise Travaux Bâtiment ZEKKOUR FRHAT ATMANE dont le siège cité 100 logements commune IN AMENAS Wilaya d'ILLIZI.
- Vu l'ordre de service en date du 23/09/2024 sous N°056/2024 portant démarrage des travaux objet du marché, notifiée à l'entreprise en date du 24/09/2024.
- Vu le délai contractuel de réalisation qui est de : 12 Mois.
- Vu l'expiration du délai contractuel en date 24/09/2025.
- Vu le courrier N°1460/2024 en date du 30/10/2024 établi par le maitre de l'ouvrage demandant à l'entreprise de démarré les travaux et approvisionner le chantier en moyens humains et matériels.
- Vu la première mise en demeure N°01 en date du : 23/04//2025 dans le journal (الجزائري) en arabe et dans le journal (LE GEANT SPORTIF) en français en date du : 23/04/2025, notifié à l'entreprise le 15/05/2025.
- Vu l'insuffisance des moyens humains et matériels affectés au chantier.
- Vu le non-respect du planning contractuelle d'exécution des travaux.
- Vu la visite effectuée sur le site de chantier en date du 20/04/2026 il a été signalé que les travaux sont très faibles, manque d'effectif et manque de matériaux de construction nécessaire sur le chantier.

L'entreprise Travaux Bâtiment ZEKKOUR FERHAT ATMANE est MISE EN DEMEURE avant résiliation de renforcer le chantier en moyens humains et matériels nécessaire, et accélérer la cadence des travaux afin de rattraper le retard enregistré, et ceci dans un délai de huit (08) jours à compter de la première publication de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Passé ce délai, les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur seront appliquées à savoir la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'entreprise.

## MANUSCRITS AMAZIGHS

UN COLLOQUE DÉDIÉ  
EN JUIN PROCHAIN

**La commune de Boussemghoun, dans la wilaya de déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh, organisera les 7 et 8 juin prochains un colloque national sur les manuscrits amazighs rédigés en arabe.**

Par Malika Azeb

**C**e rendez-vous scientifique et culturel, organisé par le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) et coïncidant avec la célébration de la Journée nationale du livre et de la bibliothèque, célébrée le 7 juin de chaque année, s'inscrit dans le cadre de la restauration de ces documents constituant une référence culturelle et scientifique majeure.

Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, a souligné vendredi à Boussemghoun que cette rencontre, intitulée « Le manuscrit amazigh, l'encre de l'identité et la mémoire de l'histoire », représente une occasion pour le lancement d'une opération structurée de recherche, d'inventaire, de catalogage et de numérisation de ce patrimoine national.

Lors des rencontres interactives avec les acteurs de la société civile et des associations, tenues dans le cadre des préparatifs de ce colloque, M. Assad a lancé un appel aux familles et aux citoyens détenteurs d'ouvrages amazighs à travers tout le territoire national afin de les encourager à remettre les documents pour un inventaire scientifique rigoureux, leur classification et leur numérisation.

Précisant qu'actuellement la



priorité réside dans l'inventaire de ce trésor culturel et intellectuel dans toute sa diversité locale, il a rappelé que le colloque constitue une première étape dans un processus scientifique supervisé par le HCA, afin de mettre à la disposition des chercheurs et des universitaires une matière de recherche et de renforcer ainsi la production académique dans ce domaine.

M. Assad a également évoqué les travaux en cours, en mettant en avant les efforts déployés en matière de lexicographie, avec l'élaboration de dictionnaires monolingues et bilingues (amazigh-arabe et amazigh-français), comprenant plus de 65 000 entrées.

Il a indiqué que des dictionnaires spécialisés par variante amazigh sont en cours de préparation, parallèlement au développement d'une plateforme numérique globale en

partenariat avec des chercheurs et spécialistes en linguistique.

Cet événement scientifique et culturel, qui sera organisé en coordination avec des institutions officielles et des partenaires médiatiques, sera un espace d'exposition de manuscrits provenant de différentes régions du pays.

En plus des conférences et des interventions scientifiques programmées dans le cadre de cette manifestation, des ateliers spécialisés dans la restauration, la conservation et la numérisation des manuscrits détenus par les familles seront organisés.

Un salon du livre en langue amazigh, réunissant plus de 450 titres, sera également mis en place pour présenter les publications du Haut Commissariat à l'Amazighité, ainsi que celles de maisons d'édition publiques, en sus d'autres activités di-

verses.

Le colloque connaîtra également la présentation de travaux scientifiques primés lors des précédentes éditions du Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighes, ainsi que des publications du HCA et les actes de précédents colloques.

Des dons d'ouvrages seront remis à la bibliothèque principale de lecture publique d'El Bayadh « Chahid Erraq El Hadj » ainsi qu'à la bibliothèque communale de Boussemghoun.

M. Assad a supervisé les infrastructures et les installations destinées à accueillir l'événement, qui sera accompagné d'un programme culturel et touristique visant à valoriser les potentialités patrimoniales des wilayas d'El Bayadh et d'El Abiodh Sidi Cheikh.

M.A

## 78<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA NAKBA PROJECTION À ALGER DU LONG MÉTRAGE "PALESTINE 36"

Le long métrage historique, "Palestine 36" d'Annemarie Jacer a été projeté, vendredi au Théâtre de l'ambassade de l'Etat de Palestine à Alger, en commémoration du 78<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba (15 mai de chaque année), placée en 2026 sous le slogan de, "Nous ne partirons pas, nos racines sont plus profondes que votre destruction".

La projection de ce long métrage, organisée par l'ambassade de l'Etat de Palestine en Algérie, s'est déroulée en présence du Chargé d'Affaires de l'ambassade de l'Etat de Palestine en Algérie, M. Achraf Abu Amer, de plusieurs représentants de différentes missions diplomatiques accréditées en Algérie, ainsi que de cadres d'organismes officiels, d'universitaires et de plusieurs artistes.

M. Achraf Abu Amer est d'abord revenu sur "la genèse du processus systématique de dépossession des Palestiniens de leurs terres en 1936", énonçant la "chronologie des événements avec bilan chiffré à l'appui", pour arriver à l'actualité et dénoncer, les "abjections et la barbarie perpétrées à ce jour, par l'armée terroriste

d'occupation sioniste, contre les civils palestiniens".

M. Achraf Abu Amer a ensuite rappelé le "soutien indéfectible que l'Algérie a toujours apporté à la cause palestinienne", remerciant à cet égard, "au nom de l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, le Docteur Faiz Abu Aita, le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement et le peuple algériens".

M. Abu Amer a également valorisé le "soutien moral, technique et artistique" que la ministre de la Culture et des Arts Mme Malika Bendouda a apporté à la représentation diplomatique palestinienne pour la réussite de cette commémoration, avec, a-t-il tenu à préciser, une "mise à disposition optimale de tous les équipements techniques nécessaires au bon déroulement de cette projection".

"Cette commémoration est un rappel qui sonne tel un puissant témoin de résilience qu'après 78 ans de la Nakba, le peuple palestinien demeure plus que jamais attaché à sa terre", a conclu M. Achraf Abu Amer.

Drame historique palesti-

nien réalisé par Annemarie Jacer sur un texte de sa plume, "Palestine 36" (2025), fiction de 119 minutes tirée de faits réels, se déroule en 1936, une année charnière où les villages palestiniens se soulèvent contre la domination coloniale britannique.

La réalisatrice, Annemarie Jacer utilise de nombreuses archives pour documenter cette période qui a posé les bases de l'exode de 1948.

Le film est salué comme une leçon d'histoire sur les origines du conflit, mettant en scène dans un contexte de lutte anticoloniale judicieusement agrémenté par une bande son signée Ben Frost, une pléiade d'acteurs dont, Hiam Abbass (Hanan), Jeremy Irons (Haut-commissaire), Saleh Bakri (Khalid), Billy Howle (Thomas Hopkins) et Yasmine Al Massri (Khouloud) entre autres.

Présenté en avant-première mondiale au Festival international du film de Toronto 2025, "Palestine 36" a récemment représenté la Palestine à la cérémonie des Oscars 2026.

RC

## PATRIMOINE ARCHITECTURAL DES VISITEURS NOMBREUX ONT VU LE VIEUX KSAR D'OUARGLA

L'exposition culturelle sur le patrimoine traditionnel, qu'abrite les 15 et 16 mai courant le vieux ksar d'Ouargla, a drainé une affluence remarquable de visiteurs venus découvrir les composantes matérielles et immatérielles du patrimoine local, d'après les organisateurs.

Initiée par l'association pour la culture et la réforme du vieux ksar d'Ouargla, dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai), cette manifestation vise à mettre en lumière, à travers les différents stands mis en place, différentes facettes du legs immatériel et matériel de la région.

A cette occasion, sont exposés des produits d'artisanat propres aux habitants du ksar, dont l'habit traditionnel, le tissage traditionnel, la tapisserie, les produits de vannerie et de sous-produits du palmier, ainsi que diverses variétés de dattes, propres à la région, dont certaines menacées de disparition.

Des espaces sont réservés aussi à l'habitation traditionnelle locale, ses équipements d'ameublement et ustensiles, en sus d'une exposition de photographies renvoyant à la longue histoire du vieux ksar et les étapes de réhabilitation de certaines de ses bâtisses.

L'exposition a été enrichie, au volet culturel, par la vulgarisation de l'art de sablage, des œuvres artistiques à l'effigie de monuments de la région, ainsi que des tableaux sur la cavalerie et les pièces d'harnachement, et ce, dans une ambiance animée par des troupes artistiques, dont celle des frères d'El-Kadiriya de chant religieux (Madih) et celle d'El-Baroud de Béni-Sissine, un des quartiers du ksar.

Inscrite dans le cadre des efforts de préservation et de valorisation du patrimoine culturel et matériel local, cette manifestation a drainé un public nombreux et des représentants de la société civile, en présence de notables, de cadres du secteur de la culture, d'élus locaux et de représentants d'autres secteurs.

RC

ECRITS SUR LES MALADIES DU MONDE ANIMAL

# QUI LES LIT VRAIMENT ?

## (2<sup>e</sup> PARTIE ET FIN)

Il faut lire de manière attentive cet article de Haegeman (12) : l'expérience de laboratoire est très peu convaincante et les auteurs semblent eux-mêmes douter des résultats dans leur conclusion.

Par Héléne Banoun  
In mondialisation.ca

Mais comme toujours, le titre et le résumé que lisent seulement les journalistes, les experts et les Préfets, affirment que des animaux « subcliniques » peuvent transmettre le virus par l'intermédiaire des mouches d'étable. C'est une expérience sur 13 bœufs inoculés expérimentalement par le LSDV et 13 bœufs receveurs mis en contact avec des mouches ayant piqué les 13 bœufs inoculés considérés comme donneurs. Un seul bœuf ayant été piqué par des mouches infectées par des animaux subcliniques (c'est-à-dire porteurs du virus mais ne développant jamais de symptômes) a été malade.

Aucun animal préclinique (c-à-d pas encore malade au moment les mouches le piquent mais qui développe la maladie ensuite) ne transmet le virus par les mouches. Les auteurs remarquent cette incohérence dans les résultats mais ne l'expliquent pas. En effet, si un animal qui ne développe jamais la maladie est capable de la transmettre, on s'attendrait à ce qu'un animal en incubation la transmette plus facilement.

Le seul animal subclinique donneur qui aurait transmis le virus par les mouches au seul animal receveur malade, a eu une virémie (virus détecté dans le sang) seulement le 14<sup>e</sup> jour (et pas après) après inocu-

lation expérimentale du virus (IV et Intradermique). Ce même animal a été positif en sérologie (IPMA qui détecte tous les anticorps contrairement à l'ELISA) seulement à partir du 13<sup>e</sup> jour. Les mouches ont été placées sur cet animal 15, 16 et 17 jours après inoculation, donc pendant des jours sans virémie et où les anticorps étaient déjà présents (et donc susceptibles de bloquer le virus). Cette contradiction n'est pas discutée par les auteurs :

Comment les mouches peuvent-elles transmettre le virus si lorsqu'elles piquent l'animal celui-ci n'a pas de virémie détectable ni de nodules ?

### Subcliniques, précliniques, asymptomatiques...

Il se peut très bien que ce seul cas de transmission par un animal subclinique soit un artefact de laboratoire. L'essai a été mené dans une installation de niveau de sécurité P3 et non P4 qui a très bien pu laisser passer des mouches d'un animal à l'autre : cela aurait dû être discuté ! Cet essai ne prouve pas la transmission par des animaux précliniques ou subcliniques. Et pourtant il est utilisé par les autorités pour justifier l'abattage total. Il faut noter que les conclusions de cet article qui infirment celles des deux articles plus anciens ont été publiées en 2023, l'année de la modification du règlement européen qui rend l'abattage total obligatoire en cas de détection d'un foyer de DNC.

L'étude de Sohier en 2019 (13) ne montrait d'aucune manière le danger des animaux asymptomatiques. En effet, les auteurs ont infecté expérimentalement des animaux puis ont fait se nourrir des insectes du sang de ces animaux et ont permis aux mêmes insectes d'aller ensuite pi-

quer des animaux sains (avec une méthodologie légèrement différente de l'essai de Haegeman). Mais les animaux étaient placés dans le même box, et il n'est pas possible de savoir si les mouches qui ont transmis le virus ont piqué un animal donneur subclinique (asymptomatique ne développant jamais la maladie même plus tard) ou un animal clinique (ayant des symptômes).

Enfin l'étude de Sanz-Bernardo et al. en 2021 (14) (effectuée au Royaume-Uni sur des veaux, encore plus sensibles à la maladie que les bœufs des deux études belges précédentes), conclut à une probabilité nulle que les animaux asymptomatiques puissent transmettre la maladie. C'est bien ce que dit le titre assez indigeste de l'article : « La quantification et la modélisation de l'acquisition et de la rétention du virus de la dermatose nodulaire contagieuse par les insectes hématophages révèlent que les bovins cliniquement atteints, mais non ceux présentant des signes subcliniques, favorisent la transmission virale et constituent des cibles clés pour la lutte contre les épidémies ». Il serait donc judicieux que les autorités fournissent enfin une véritable justification à cette affirmation récurrente que les animaux asymptomatiques présentent un danger.

### Conclusion

Les experts ont bien rectifié le tir en ce qui concerne la vaccination des jeunes veaux ; mais il est à craindre qu'ils continuent à soutenir l'abattage total des troupeaux en prétendant que les animaux asymptomatiques présentent un danger. Il est maintenant devenu impossible de désavouer les décisions du gouvernement après l'abattage de plusieurs milliers de bovins.

Concernant la gestion de la COVID-19, nous avons compris aussi que l'efficacité des traitements précoces ambulatoires contre l'infection par le SARS-CoV-2 ne sera jamais admise, car cela ferait sauter la justification des autorisations d'urgence accordées aux produits génériques expérimentaux à ARNm, qui se sont révélés inefficaces et toxiques.

H.B

Mai 2026

Notes et sources

(12) Haegeman A, Sohier C, Mostin L, De Leeuw I, Van Campe W, Philips W, De Regge N, De Clercq K. Evidence of Lumpy Skin Disease Virus Transmission from Subclinically Infected Cattle by Stomoxys calcitrans. *Viruses*. 2023 May 30;15(6):1285. doi: 10.3390/v15061285. PMID: 37376585; PMCID: PMC10301266. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/37376585/>

(13) Sohier C et al. (2019) – Experimental Evidence of Mechanical Lumpy Skin Disease Virus Transmission by Stomoxys calcitrans Biting Flies and Haematopota spp. *Horseflies* <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/31882819/>

(14) Sanz-Bernardo B et al. Quantifying and Modeling the Acquisition and Retention of Lumpy Skin Disease Virus by Hematophagus Insects Reveals Clinically but Not Subclinically Affected Cattle Are Promoters of Viral Transmission and Key Targets for Control of Disease Outbreaks <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33568514/>

## UKRAINE

# LE PAYS AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Par Alexandre Krainer  
In mondialisation.ca,  
14 mai 2026

J'ai reçu un appel surprise d'un ami qui vit à Kiev, en Ukraine. Il y vit depuis de nombreuses années et est resté sur place pendant les quatre dernières années de guerre. Durant ce temps, nous nous sommes parlé de temps en temps et ses dires étaient généralement banals. La guerre est en cours, le pays est en crise, mais la vie continue, pas trop éloignée de l'ordinaire, du moins à Kiev.

Il y a quelques mois, il m'avait envoyé une vidéo prise depuis son appartement montrant des tirs de défense antiaérienne depuis un endroit relativement proche. Il a un passeport étranger et n'est donc pas trop inquiet que lui ou l'un de ses enfants puissent être kidnappés par les enrôleurs militaires hyperactifs à la recherche de « volontaires » pour le service militaire. L'appel d'hier était cependant très différent. Il m'a dit que la situation à Kiev et dans tout le pays était au-delà du lamentable et inimaginable, que les gens sont épuisés et désespérés et que l'on pouvait sentir la tension dans l'air. Beaucoup de gens se promènent dans Kiev armés d'AK-47. Il m'a dit « quelque chose va éclater » très bientôt. Je n'étais pas sûr qu'il disait ce que je pensais qu'il disait, alors j'ai demandé s'il parlait d'une guerre civile qui allait éclater ?

Sa réponse : « 100 pour cent ! à 100% ! ». Nous avons parlé un peu plus longtemps et je lui ai demandé quand il pensait que cela pouvait arriver. Il pense que cela peut arriver dans les quatre prochaines semaines. Mon ami n'est pas proche du gouvernement de Kiev, mais il a une vaste expérience de la politique et de la diplomatie dans la région, donc son baromètre pourrait bien être correct.

Je lui ai alors demandé s'il s'inquiétait des enrôleurs militaires et il a dit qu'il « mourait de peur », parce qu'ils ne se souciaient plus de qui ils kidnappaient et que son passeport étranger ne l'exempterait ni lui ni ses enfants. Apparemment, ils sont maintenant tous au même niveau.

Ce qu'aucun de nous ne savait en discutant, c'est que Tucker Carlson était sur le point de publier une interview explosive de l'ancienne attachée de presse de Volodymyr Zelensky, Yulia Mendel. Elle a été son attachée de presse de 2019 à 2021. J'ai remarqué l'interview sur les réseaux sociaux la veille au soir, mais je n'avais pas eu le temps de la regarder. Mon ami de Kiev m'a envoyé un message ce matin et m'a dit que l'interview avait frappé l'Ukraine comme une bombe nucléaire, que tout le pays en était conscient et en parlait, et que Zelensky était « en difficulté. » Il a ajouté « c'est le début de la fin ».

Bien sûr, je suis immédiatement retourné à l'interview et je l'ai écoutée aujourd'hui. C'est vraiment une conversation percutante et douloureuse à entendre. Mendel a fait un certain nombre d'allégations crédibles et très dommageables contre Zelensky : Zelensky joue « le grand gars » devant la caméra mais, « croyez-moi, hors caméra, il est très différent ». Mendel a expliqué qu'il n'avait aucun contrôle sur ses explosions émotionnelles, « détruisait les gens » et n'avait aucune empathie.

Zelensky a été présenté au public ukrainien et mondial comme le nouveau visage de la démocratie. Mendel a déclaré : « Je travaillais pour lui pendant deux ans, et pendant deux ans, ce type répétait deux phrases : « L'Ukraine n'est pas prête pour la démocratie », tel quel. Et l'autre citation était « la dictature est un ordre ! » ».

Lors de l'embauche de fonctionnaires, les personnes ayant des compétences en matière de blanchiment d'argent ont été privilégiées, y compris pour

le ministère des Services sociaux, qui est en charge des prestations aux retraités. Selon Mendel, d'importantes sommes d'argent sont blanchies hors de ce ministère (et d'autres) pendant que les retraités en Ukraine meurent de froid et de faim.

En 2019, Zelensky s'inquiétait de sa cote de popularité et il en a blâmé son équipe de relations publiques et de presse.

Lors d'une réunion de crise, il a exigé d'eux une « propagande à la Goebbels ». La vérité sur les conditions dans le pays n'avait pas d'importance, seuls comptaient les récits et les perceptions qu'ils pouvaient produire.

Zelensky envoyait régulièrement des journalistes dissidents et des fonctionnaires en première ligne pour les punir de lui avoir désobéi ou de l'avoir défié.

Il a illégalement licencié et nommé des fonctionnaires comme le gouverneur de la banque centrale et les PDG d'entreprises clés à sa seule discrétion, semant tous les postes clés de la société avec ses propres loyalistes.

La liste est longue, et sans aucun doute, cette interview sera très dommageable pour Zelensky et son gouvernement, ainsi que pour ses partisans les plus fervents en Occident. L'interview est liée ci-dessous et je recommande vivement de la regarder, au moins une fois :

Au cours des prochaines semaines, l'Ukraine pourrait évincer l'Iran et le golfe Persique des premières pages de la presse et devenir le principal point névralgique géopolitique du monde. Selon toute vraisemblance, le gouvernement de Zelensky s'effondrera et la Russie arrachera le contrôle de Kiev aux sponsors occidentaux de Zelensky. Je ne sais pas si cela est lié ou non, mais dans les échanges de ce matin, le gilt britannique a ouvert à son niveau le plus bas depuis 30 ans.

A.K

# Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

## LA DISCIPLINE ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE

Dans une vaste forêt où vivaient ensemble les animaux, chacun suivait son rythme et accomplissait sa tâche sans troubler l'équilibre de la nature.

L'éléphant puisait sa force dans les grands travaux.

Les oiseaux parcouraient le ciel. Les castors bâtissaient près des rivières.

Même les fourmis, petites mais organisées, travaillaient sans relâche.

La forêt vivait en paix.

Mais un matin, le vieux léopard, sage respecté de tous et gardien des traditions de la forêt, convoqua une grande assemblée sous le fromager sacré.

Quand tous furent réunis, il parla d'une voix calme :

— Frères et sœurs... la forêt est généreuse aujourd'hui. Mais les saisons changent toujours. Les grandes pluies viendront. Les vents violents aussi. Construisons ensemble une forteresse où chacun pourra trouver refuge lorsque le danger arrivera.

Un silence parcourut l'assemblée.

Puis l'éléphant avança :

— J'apporterai ma force.

Le castor déclara :

— Moi, je fournirai le bois.

Les oiseaux promirent de transporter brindilles et lianes.

Même les fourmis acceptèrent de porter du sable grain après grain.

Alors, chaque jour, les animaux travaillèrent ensemble.

Sous le soleil brûlant...

Sous la pluie légère...

Dans la fatigue comme dans l'espoir...

La forteresse grandissait lentement.

Mais parmi eux se trouvait le



chien.

Lui riait de tous.

— Pourquoi tant d'efforts ? disait-il en secouant la tête.

Le ciel est calme.

La forêt est paisible.

Vous souffrez pour un danger qui n'existe même pas !

Le léopard tenta de le raisonner :

— Celui qui attend l'orage pour construire son toit dormira sous la pluie.

Mais le chien resta têtue.

— Je ne travaillerai pas pour quelque chose qui n'arrivera peut-être jamais !

Alors les autres cessèrent de discuter et continuèrent leur œuvre dans l'unité.

Les jours passèrent.

Puis un soir...

Le ciel changea brutalement.

Le vent se mit à hurler.

Le tonnerre fendit les nuages.

Les éclairs illuminèrent la forêt comme des flammes dans la nuit.

Et soudain, la pluie tomba avec une violence jamais vue.

Les arbres se courbèrent.

Les rivières débordèrent.

La forêt paisible devint un chaos.

Sans perdre de temps, les animaux coururent vers la forteresse qu'ils avaient bâtie ensemble.

À l'intérieur, ils étaient en sécurité.

Pendant ce temps, le chien errait sous la tempête, trempé, terrifié et seul.

La même forêt dans laquelle il riait autrefois était devenue dangereuse.

Alors il courut jusqu'à la forteresse et frappa désespérément à la porte.

— S'il vous plaît... laissez-moi entrer !

Le vieux léopard s'approcha lentement.

Son regard n'était ni cruel ni en colère.

Seulement grave.

— Quand nous portions les

pierres, tu riais.

Quand nous travaillions ensemble, tu refusais d'aider.

Cette forteresse existe grâce à l'unité, à la discipline et au sacrifice de chacun.

Tu as choisi de rester à l'écart.

Le chien baissa la tête, rempli de honte.

— J'avais tort... murmura-t-il.

Mais la tempête continuait de rugir.

Alors le chien quitta la forêt et erra longtemps jusqu'à trouver refuge auprès des hommes.

Et depuis ce jour, dit-on, le chien vit parmi les humains...

comme un être qui apprit trop tard la valeur du travail collectif.

Pendant ce temps, dans la forteresse, les animaux survécurent à l'orage.

Non par chance.

Mais parce qu'ils avaient compris une vérité essentielle : les saisons difficiles se préparent pendant les périodes de paix.

### MORALE

La sagesse ne consiste pas seulement à voir le danger quand il arrive, mais à se préparer avant qu'il n'apparaisse.

Celui qui se moque de l'effort aujourd'hui pleurera souvent demain.

L'unité, la discipline et le travail d'équipe construisent des protections que la force individuelle ne pourra jamais offrir seule.

Dans la vie, les grandes tempêtes ne préviennent pas toujours.

C'est pourquoi les peuples sages bâtissent ensemble avant les jours difficiles.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 12 mai 2026

## LA BROUETTE À UNE ROUE

Mine de rien, c'est quand même là une invention majeure de l'Histoire de l'humanité.

Obscurs et imprécis apparaissent les temps où la brouette vit le jour. Toujours est-il que la brouette est déclarée unanimement outil ergonomique par excellence. Elle est quasiment indispensable sur les chantiers, dans les fermes et jardins. Elle peut servir à transporter des matériaux divers et variés sur des terrains accidentés, mais pas trop pentus cependant. Elle offre deux degrés de liberté puisqu'on peut, selon les circonstances, soit la pousser, soit la traîner. En outre, si le sol est par trop boueux ou sablonneux, on peut toujours placer des planches sous la roue. Bien!

Nous connaissons surtout la brouette à une roue. Or, paradoxalement, brouette, dont le terme apparaît seulement au XIV<sup>ème</sup> siècle serait un diminutif de « beroue » lui-même provenant du latin « birota », soit véhicule à deux roues. On dit que la brouette aurait été inventée un siècle avant JC dans le Sud-Est de la Chine par un certain Ko Yu, personnage plus ou moins légendaire, qui aurait fabriqué une sorte de « bœuf de bois » ou de « cheval glissant » et l'aurait promené à travers la montagne.

Cependant, des études récentes établissent que la brouette, ou quelque chose qui lui ressemble, aurait été utilisée aux fins de transpor-



ter des charges sur les chantiers de la Grèce antique, au IV<sup>ème</sup> siècle avant JC !

La première représentation de la brouette date du milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle. Mais elle n'était pas connue partout, puisqu'en 1821, des agronomes déploreraient qu'elle fût ignorée dans plusieurs régions françaises.

La brouette se compose de cinq éléments essentiels : châssis, poignées au nombre de deux, porte-charge, système roulant (la roue, quoi !) et pied ou barre. Notre ami Newton s'est intéressé vivement à cet engin et nous a légué les formules issues d'une analyse mécanique complète avec conditions d'équilibre, y compris en pente, aptitude au basculement, et tout et tout...

La modeste brouette a toutefois gagné un formidable titre de noblesse en février 1971 lorsque les astronautes d'Apollo 14 l'ont utilisée pour transporter les échantillons de roches lunaires. On l'avait alors baptisée MET (Mobile Equipment Transporter) soit tout simplement « brouette lunaire » ! Mais là, attention, on revient à la brouette à deux roues...

La brouette est peu présente dans les armoiries. Seules, les îles Pitcairn, territoire britannique dans l'océan Pacifique, l'entité politique la moins peuplée du monde avec quelque 250 habitants sur 47 km<sup>2</sup>, semblent avoir reconnu la brouette à sa juste valeur puisque cette dernière figure au sommet du cimier de ses armoiries.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook le 14 mai 2026

# ENTRE NOUS



## Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	12:44	16:31	19:43	21:19

APPEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR À L'ENDROIT DES PARENTS

## SURVEILLER LEURS ENFANTS PRÈS DES PLANS D'EAU NON AMÉNAGÉS

**Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a appelé, samedi dans un communiqué, les parents à faire preuve de vigilance et à surveiller en permanence leurs enfants lorsqu'ils se trouvent à proximité de plans d'eau, afin d'éviter les risques de noyade.**

Dans son communiqué, le ministère a insisté sur la nécessité pour les parents de redoubler de vigilance et de surveiller en permanence leurs enfants, en particulier en période estivale, lorsqu'ils se trouvent à proximité de plans d'eau comme les barrages, les oueds et les bassins d'irrigation, qui "représentant un danger réel pour la sécurité des enfants".

Il a ainsi recommandé de ne jamais laisser les enfants sans surveillance à proximité de ces plans d'eau et d'interdire la baignade dans les lieux non aménagés, tout en sensibilisant les enfants à ses dangers potentiels.

Le ministère a rappelé, dans ce cadre, que la protection des vies humaines demeure une priorité et une responsabilité collective.

RA



## SÉCURITÉ SOCIALE DES NON-SALARIÉS

### NÉCESSITÉ D'ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL PERMANENT AUX AGRICULTEURS

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi a souligné la nécessité d'assurer un accompagnement socioprofessionnel aux agriculteurs, dans le cadre d'un système de protection sociale souple et efficace, notamment à travers l'accélération du rythme d'adhésion et la généralisation de la numérisation, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion consacrée à l'évaluation des mesures prises en faveur des agriculteurs et au renforcement des mécanismes d'élargissement de la base de leur adhésion au système de sécurité sociale, tenue dans le cadre du suivi des instructions données à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) pour une prise en charge totale de cette catégorie, M. Saihi a donné des instructions visant à garantir un accompagnement socioprofessionnel permanent aux agriculteurs, dans le cadre d'un système de protection sociale flexible et efficace, répondant aux spécificités de l'activité agricole.

Au cours de cette réunion, un exposé présenté par le directeur général de la CASNOS sur le bilan des activités réalisées et les mesures prises pour élargir la base des adhérents, ainsi

que sur le niveau de bénéfice des agriculteurs des facilitations et des services numériques, notamment à travers les services "Himayati 5.0" et "Himayati +", spécialement dédiés à l'accompagnement des agriculteurs, outre l'évaluation conjoncturelle de la campagne nationale médiatique lancée au début du mois de mai, visant à consacrer la culture de l'adhésion et à élargir la couverture sociale au profit de cette catégorie.

Dans ce contexte, le ministre a estimé que "la phase actuelle impose le passage d'une approche traditionnelle à une approche de terrain et numérique intégrée, fondée sur l'efficacité, l'anticipation et l'action de proximité, afin de garantir à l'agriculteur ses droits sociaux dans des conditions simplifiées, transparentes et efficaces". Il a également souligné la nécessité de "renforcer le travail de proximité à travers l'intensification des sorties sur le terrain et des rencontres directes, en coordination avec la Chambre nationale de l'agriculture et les chambres de wilaya", ainsi que sur "l'augmentation de la participation aux manifestations agricoles, considérées comme des espaces stratégiques de communication directe avec les agriculteurs".

Dans le même sillage, M. Saihi a mis en avant l'importance

de "mettre en place un système d'évaluation périodique rigoureux et régulier", englobant les différents volets de la campagne, notamment ceux liés à la communication et à la sensibilisation, afin de "mesurer l'impact réel, identifier les insuffisances et y remédier en temps opportun, en vue d'assurer l'efficacité et la performance dans la réalisation des objectifs fixés".

Le ministre a, dans ce cadre, affirmé "son attachement personnel au suivi minutieux de l'exécution de la feuille de route dédiée aux agriculteurs", afin de leur garantir "une protection sociale efficace, à travers l'accélération du rythme des adhésions, la simplification des procédures et la généralisation de la numérisation comme outil central dans la modernisation du service public".

Au terme de la réunion, le ministre a appelé les cadres de la caisse à poursuivre les activités de terrain et à redoubler d'efforts pour assurer le succès de cette campagne nationale et élargir la base des affiliés, "de manière à consolider la justice sociale et à renforcer l'édification d'un système de protection sociale fort, équitable et durable", a indiqué le communiqué.

RA

## CONCOURS DU PROGRAMME «CADETS DU SAINT CORAN» LES LAURÉATS DE LA 7<sup>E</sup> ÉDITION DISTINGUÉS

Les lauréats de la 7e édition du concours du programme "Cadets du Saint Coran", organisée durant le mois de Ramadhan dernier par Radio Coran de la Radio algérienne, ont été distingués samedi à Alger.

La cérémonie de clôture de ce concours a été présidée par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, aux côtés du Directeur général de la Radio algérienne, M. Adel Salakdjji.

Dans la catégorie des moins de 18 ans, le premier prix est revenu à Israa Nadjji, de la wilaya de M'Sila, tandis que dans la catégorie des moins de 12 ans, le premier prix a été remporté par Karkar Akram, de la wilaya d'Annaba.

Dans son allocution à cette occasion, M. Belmehdi a salué l'organisation de ce type de concours, estimant que la tenue de la septième édition de ce pro-

gramme, à laquelle ont participé 150 candidats de l'ensemble du territoire national, "témoigne de son succès".

Il a également mis en avant l'attention particulière accordée par l'Etat à la mémorisation du Saint Coran, notamment à travers les programmes et concours religieux supervisés par le secteur des affaires religieuses et les différentes initiatives entreprises dans ce cadre, telles que l'impression d'exemplaires du Saint Coran, y compris en braille.

A cette occasion, le ministre a reçu une collection d'archives des programmes religieux de la Radio algérienne comprenant des conférences et des Dou-rus. "Ce patrimoine religieux et scientifique profitera aux centres culturels islamiques et aux étudiants universitaires", a-t-il dit.

RA

## ELECTIONS LÉGISLATIVES

### DÉCRET EXÉCUTIF RELATIF AUX DÉPENSES DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif 21-190 du 5 mai 2021 fixant les modalités de prise en charge, par l'Etat, des dépenses de la campagne électorale des jeunes candidats indépendants a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel.

Le texte porte modification des dispositions des articles 3 et 5 du décret exécutif 21-190.

L'article 3 énonce que "l'Etat prend en charge les dépenses de la campagne électorale des jeunes candidats indépendants, dont l'âge ne dépasse pas 40 ans révolus le jour du scrutin, dans la limite du montant de 300.000 DA".

L'article 5 précise, notamment, que pour bénéficier de la

couverture de sa campagne électorale, le candidat "doit fournir un dossier qui est déposé par le trésorier de campagne électorale auprès du coordinateur de l'Autorité nationale indépendante des élections contre récépissé, qui lui est remis après vérification de la conformité du dossier".

"Une copie du récépissé est conservée dans le dossier", ajoute l'article, soulignant que le coordinateur de l'Autorité nationale indépendante des élections "transmet le dossier aux services compétents pour procéder à l'exécution de ces dépenses, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur".

RA

## DOMESTIC AIRLINES

### LANCEMENT DE DEUX NOUVELLES LIGNES À PARTIR DU 24 MAI

Domestic Airlines a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement de deux nouvelles lignes à partir du 24 mai courant : Alger-Oran-Timimoun-Alger et Alger-Annaba-EI Oued-Annaba-Alger.

La ligne Alger-Oran-Timimoun-Alger est programmée chaque dimanche, tandis que la ligne Alger-Annaba-EI Oued-

Annaba-Alger sera assurée chaque lundi, et ce, dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau de transport aérien et à améliorer la connectivité entre les différentes wilayas du pays, précise le communiqué.

RA